

LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2024



PRÉSENTATION

Le Bioalimentaire économique – Bilan de l'année 2024 présente, comme chaque année, une analyse approfondie de l'industrie bioalimentaire du Québec, accompagnée d'un survol de la conjoncture économique mondiale.

Il met en lumière la performance des principaux maillons de la filière bioalimentaire – agriculture et pêches, transformation alimentaire, commerce de détail et services alimentaires du réseau HRI – tout en exposant les facteurs économiques qui ont influencé leur évolution, notamment la conjoncture générale, la demande intérieure et les échanges internationaux.

Ce bilan s'inscrit dans un contexte géopolitique toujours incertain et volatil, marqué notamment par des tensions commerciales persistantes sur certains marchés. L'environnement d'affaires est donc resté difficile pour le secteur malgré une baisse des coûts de plusieurs intrants agricoles et bioalimentaires. Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'industrie bioalimentaire a légèrement progressé sans toutefois retrouver son niveau d'avant la pandémie de COVID-19. Les investissements ont, pour leur part, reculé dans l'ensemble de l'industrie et une diminution de l'emploi, surtout dans le secteur tertiaire, a été observée. Quant à la productivité du travail, la tendance 2020-2023 montre qu'elle est demeurée comparable à celle de l'Ontario, mais inférieure à celle des autres provinces canadiennes.

Par ailleurs, la valeur des livraisons manufacturières québécoises est restée stable par rapport à 2023. Les gains enregistrés dans la fabrication d'aliments ont été contrebalancés par un recul dans le secteur des boissons et des produits du tabac. En revanche, les livraisons manufacturières du secteur des pêches ont augmenté, stimulées par la croissance des exportations internationales, qui a été soutenue par des prix favorables.

Enfin, les prix alimentaires ont légèrement augmenté au Québec, tandis que la demande réelle intérieure s'est renforcée grâce à la croissance démographique, au dynamisme du tourisme et à une économie résiliente. De plus, les exportations bioalimentaires internationales ont fortement progressé, portées principalement par la demande sur le marché américain.

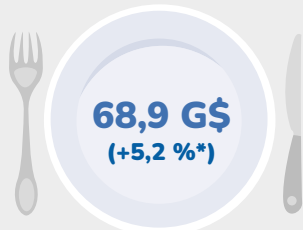
SOMMAIRE DU BILAN

LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2024	5
1. LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	6
1.1 La conjoncture économique	6
1.2 La conjoncture bioalimentaire	8
2. LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS, LES EMPLOIS ET LA PRODUCTIVITÉ	11
2.1 Le PIB réel de l'industrie bioalimentaire en 2024	11
2.2 Les investissements dans l'industrie bioalimentaire en 2024	12
2.3 L'emploi dans l'industrie bioalimentaire	13
3. LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS AINSI QUE LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	20
3.1 La demande alimentaire intérieure	22
3.2 Les prix à la consommation des aliments et des boissons	23
3.3 Le commerce de détail alimentaire	24
3.4 Les services alimentaires du réseau HRI	25
4. L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX	27
5. LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE	32
6. LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER	38
7. L'AGRICULTURE	42
ANNEXES	46



LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2024

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



46,0 G\$
(+5,7 %) Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

23,0 G\$
(+4,1 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

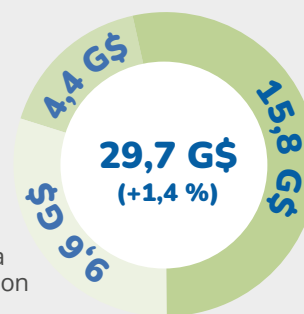
PIB RÉEL BIOALIMENTAIRE**

(+6,6 %)

PIB réel de l'agriculture et des pêches

(-1,9 %)

PIB réel de la transformation alimentaire

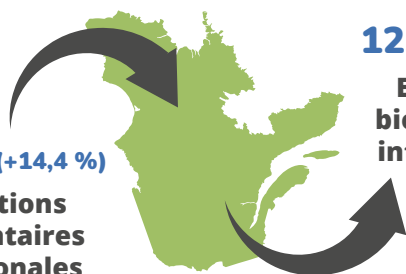


(+2,1 %)

PIB réel du secteur tertiaire***

11,8 G\$ (+14,4 %)

Importations bioalimentaires internationales



12,6 G\$ (+6,3 %)

Exportations bioalimentaires internationales



3,1 %

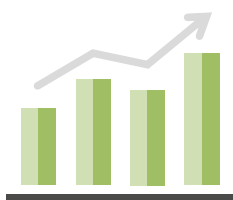
Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

2,0 %

Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisés



Plus de 80 000
Entreprises



3,6 G\$ (-11,3 %)
Investissements



527 544
Emplois
(3 041 de moins qu'en 2023)



12,3 G\$
(+3,8 %)

Recettes monétaires agricoles du marché

13,0 G\$
(-0,6 %)

Recettes monétaires agricoles totales



39,7 G\$ (-0,1 %)

Livraisons manufacturières

*Progression par rapport à l'année 2023.

** Il s'agit du PIB réel aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017), y compris une estimation du MAPAQ pour les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

*** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

Note : le symbole « G\$ » signifie « milliards de dollars » et le symbole « M\$ », « millions de dollars ».

1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

1.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

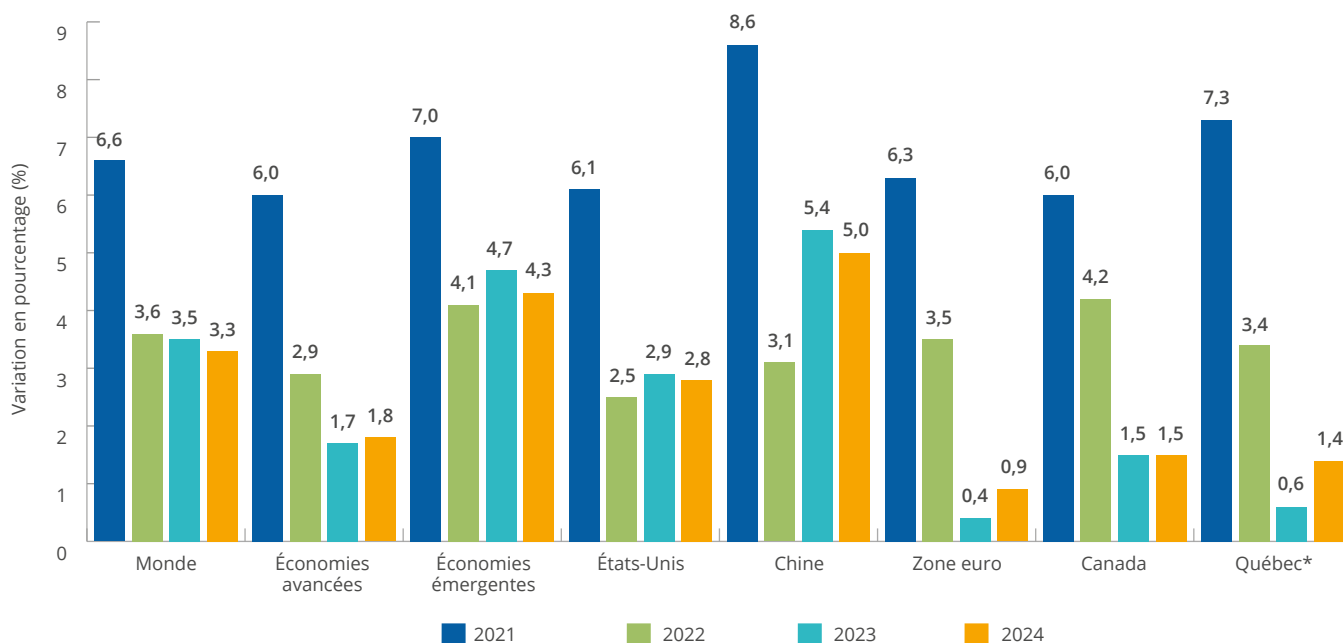
Un ralentissement de la croissance économique mondiale en 2024

Après avoir connu un essoufflement en 2023, plus particulièrement dans les économies avancées, l'économie mondiale a de nouveau ralenti en 2024. La croissance au Québec et au Canada a été modeste tout comme ailleurs dans la majorité des pays avancés. L'économie des États-Unis a, comme en 2023, mieux performé que celle de la plupart de ces pays, tandis que celle de la Chine a continué de faire face à des défis.

Selon les dernières données du Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a enregistré une progression de 3,3 % en 2024, soit un résultat légèrement inférieur à celui de 2023 (3,5 %). La croissance constatée dans les pays avancés (+1,8 %) s'est faiblement accrue de 0,1 point de pourcentage, alors que celle observée dans les pays émergents et en développement (+4,3 %) a diminué de 0,4 point de pourcentage.

De plus, selon le FMI, l'inflation globale a de nouveau reculé en 2024 (-1,0 point de pourcentage), principalement dans les économies avancées (-2,0 points), mais également dans les pays émergents et en développement (-0,3 point).

FIGURE 1.1 | TAUX DE VARIATION DU PIB RÉEL DANS LE MONDE, AU CANADA ET AU QUÉBEC, DE 2021 À 2024 (EN POURCENTAGE)



* PIB réel selon les dépenses (en dollars enchaînés de 2017), Institut de la statistique du Québec (mars 2025).

Sources : Fonds monétaire international (avril 2025), Statistique Canada (mars 2025) et Institut de la statistique du Québec (mars 2025); compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Une croissance supérieure à celle de 2023 pour l'économie du Québec

En 2024, le PIB réel au Québec (+1,4 %) et au Canada (+1,5 %) a été stimulé par une hausse des dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques ainsi que des exportations de biens et de services¹. Toutefois, un recul de la formation brute de capital fixe des entreprises en ouvrages non résidentiels, en machines et en matériel a réduit la progression du PIB réel.

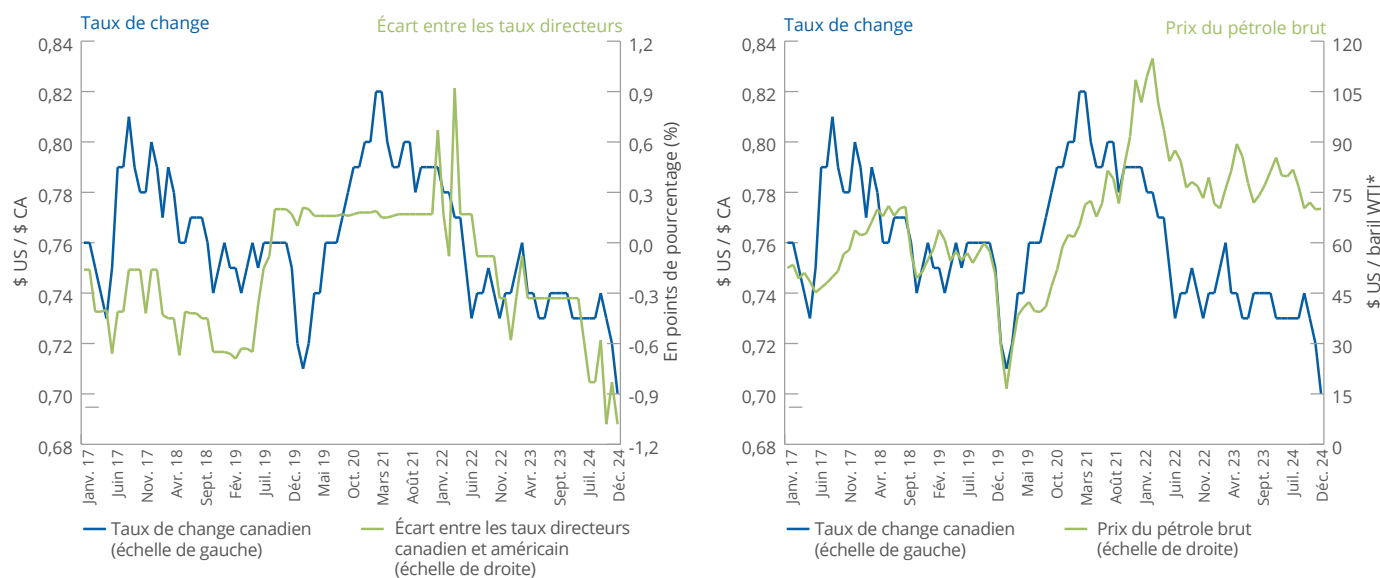
Au Québec, la croissance observée en 2024 a été supérieure à celle atteinte en 2023, mais l'économie a continué de tourner au ralenti. Après avoir reculé l'an dernier, l'inflation a de nouveau diminué en 2024 : elle s'est établie à 2,4 % au Québec par rapport à 4,5 % en 2023 et à 6,7 % en 2022. Alors que l'inflation s'est approchée de la cible de 2 % de la Banque du Canada, cette dernière a abaissé à cinq reprises son taux directeur de juin à décembre (de 5,00 % à 3,25 %) afin de stimuler l'activité économique.

Toujours au Québec, la croissance démographique a été forte à l'instar de celle des dernières années. Elle a permis de soutenir l'activité économique et l'emploi. Alors que plus de 43 000 emplois se sont ajoutés au marché du travail québécois, une baisse des pressions sur ce dernier a été notée. En effet, le nombre de postes vacants au quatrième trimestre (121 300) a affiché son niveau le plus bas en cinq ans. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est accru de 0,8 point de pourcentage pour atteindre 5,3 %.

De son côté, le dollar canadien a reculé pour une troisième année de suite, s'établissant à 0,73 \$ US, soit à son niveau annuel moyen le plus bas depuis 2003. L'incertitude économique, la vigueur de l'économie américaine, la menace de tarifs douaniers et des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis qu'au Canada ont pu favoriser le dollar américain.

Un dollar canadien plus faible est susceptible de hausser le coût de certains intrants tels que l'essence, les fertilisants et l'alimentation animale, mais peut en général être favorable à l'agriculture et à la transformation alimentaire, en particulier pour les exportateurs. Notons par ailleurs que le dollar canadien semble avoir réagi davantage aux écarts de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis qu'au prix de matières premières comme le pétrole dans les dernières années.

FIGURE 1.2 | VALEUR DU DOLLAR CANADIEN EN DEVISE AMÉRICAINE (\$ US/\$ CA), ÉCART ENTRE LES TAUX DIRECTEURS DES AUTORITÉS MONÉTAIRES AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS (EN POINTS DE POURCENTAGE) ET PRIX INTERNATIONAL DU PÉTROLE BRUT (EN DOLLARS AMÉRICAINS PAR BARIL WTI*), DE JANVIER 2017 À DÉCEMBRE 2024



* West Texas Intermediate.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et U.S. Energy Information Administration; compilation du MAPAQ.

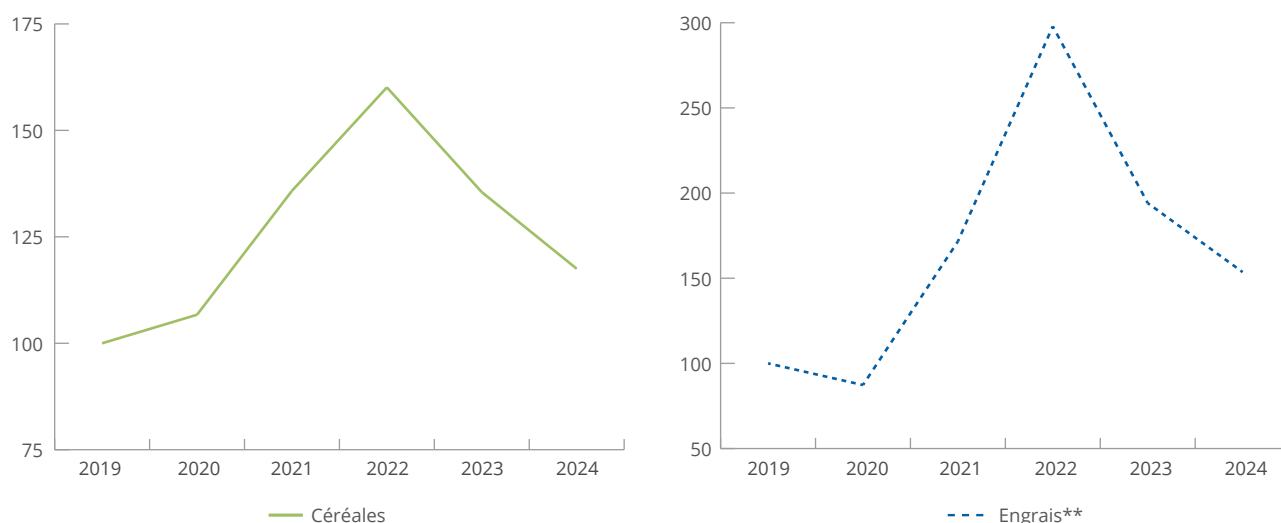
1 PIB réel selon les dépenses (en dollars enchaînés de 2017), Statistique Canada (mars 2025) pour le Canada et Institut de la statistique du Québec (mars 2025) pour le Québec.

Une baisse des prix internationaux de plusieurs denrées alimentaires qui s'est poursuivie en 2024

Après les sommets observés en 2022, les prix internationaux de plusieurs denrées alimentaires ont poursuivi, en 2024, le mouvement à la baisse amorcé l'année précédente. Cette tendance a particulièrement touché les céréales et les graines oléagineuses sous l'effet de plusieurs facteurs :

- La récolte américaine de maïs a atteint un volume sans précédent en 2023 et celle de 2024 a été presque aussi abondante.
- Il en a été de même à l'échelle mondiale, alors que les stocks de report mondiaux de maïs ont atteint leur plus haut niveau depuis cinq ans en 2024.
- Les exportations ukrainiennes de blé et de maïs se sont maintenues malgré la guerre. Premier exportateur mondial de blé, la Russie a atteint un nouveau record pour une deuxième année consécutive en 2023-2024 pour ce qui est de ses exportations.
- Après les très mauvais rendements enregistrés en 2023, le volume de soja récolté en Argentine² au cours des premiers mois de 2024 a presque doublé en comparaison du volume récolté un an plus tôt. Grâce à des récoltes mondiales qui ont amplement répondu à la demande, les stocks de report mondiaux de soja ont grimpé de 21 % de 2022 à 2024.
- La baisse des prix mondiaux des engrais s'est poursuivie en 2024 à la faveur d'une réduction du coût des intrants requis pour leur production, dont celui du gaz naturel.
- Le recul des prix internationaux des céréales et des oléagineux a contribué à freiner les pressions à la hausse sur le coût de l'alimentation animale. Les données disponibles pour le Québec indiquent une réduction de 13 % du coût de cet intrant en 2024³.

FIGURE 1.3 | INDICES DES PRIX INTERNATIONAUX DES CÉRÉALES ET DES ENGRAIS, DE 2019 À 2024
(2019 = 100*)



* Les indices d'origine ont été convertis en année de base 2019 = 100.

** Le phosphate, la potasse et l'urée sont inclus.

Sources : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et FMI; compilation du MAPAQ.

2 L'Argentine est le troisième plus important producteur et exportateur mondial de soja.

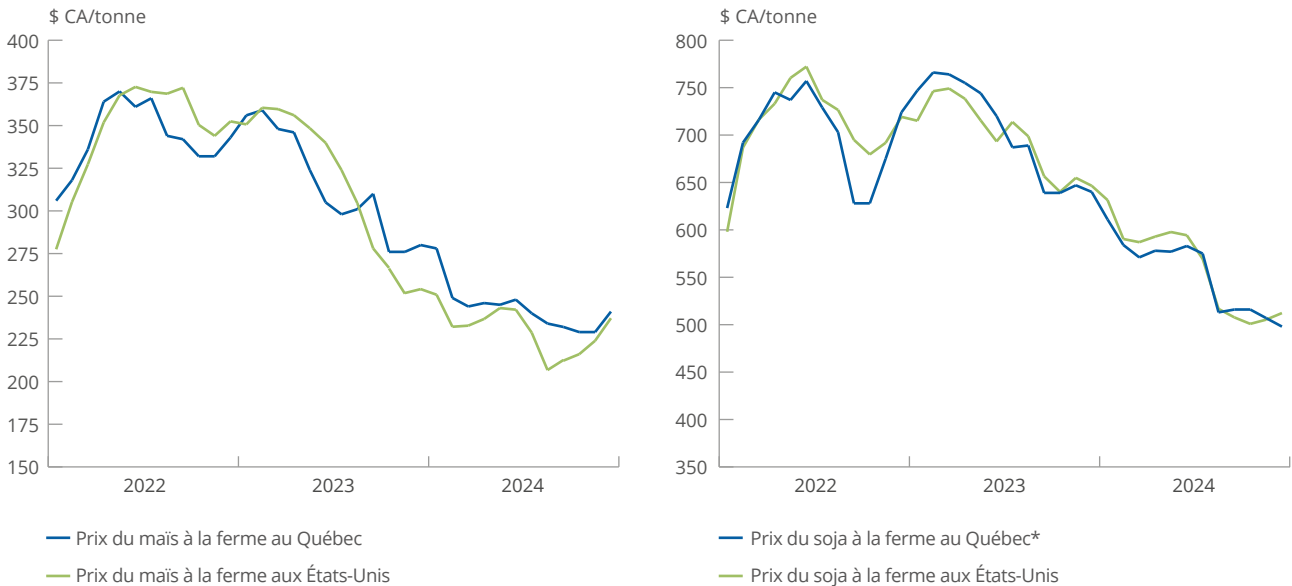
3 Selon les données de l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture au Québec de Statistique Canada.

Des prix qui ont suivi le mouvement à la baisse des prix internationaux pour le maïs et le soja au Québec

Les prix payés aux producteurs de maïs et de soja au Québec ont évolué de façon comparable à ceux en vigueur aux États-Unis, desquels ils sont habituellement tributaires. Comme il a été mentionné précédemment, les conditions de marché ont été propices à un recul des prix en 2024.

Ainsi, le prix moyen payé en 2024⁴ pour le maïs au Québec a diminué de 23 % comparativement à 2023, passant d'environ 315 \$/t à un peu plus de 240 \$/t. Dans le cas du soja, le prix a reculé de 21 %, s'établissant en moyenne autour de 550 \$/t en 2024 contre 700 \$/t l'année précédente.

FIGURE 1.4 | PRIX DU MAÏS ET DU SOJA AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS PAR TONNE MÉTRIQUE, EN DOLLARS CANADIENS, DE JANVIER 2022 À DÉCEMBRE 2024



* À l'exception du soja sans organismes génétiquement modifiés (OGM).

Sources : Producteurs de grains du Québec, Banque du Canada et United States Department of Agriculture (USDA); compilation du MAPAQ.

Malgré une contraction de la demande mondiale à l'importation, une augmentation du prix moyen du porc au Québec en 2024

Le prix moyen payé aux producteurs québécois de porc s'est accru de 8 % en 2024, et ce, malgré une conjoncture internationale marquée par la contraction des importations mondiales de viande porcine.

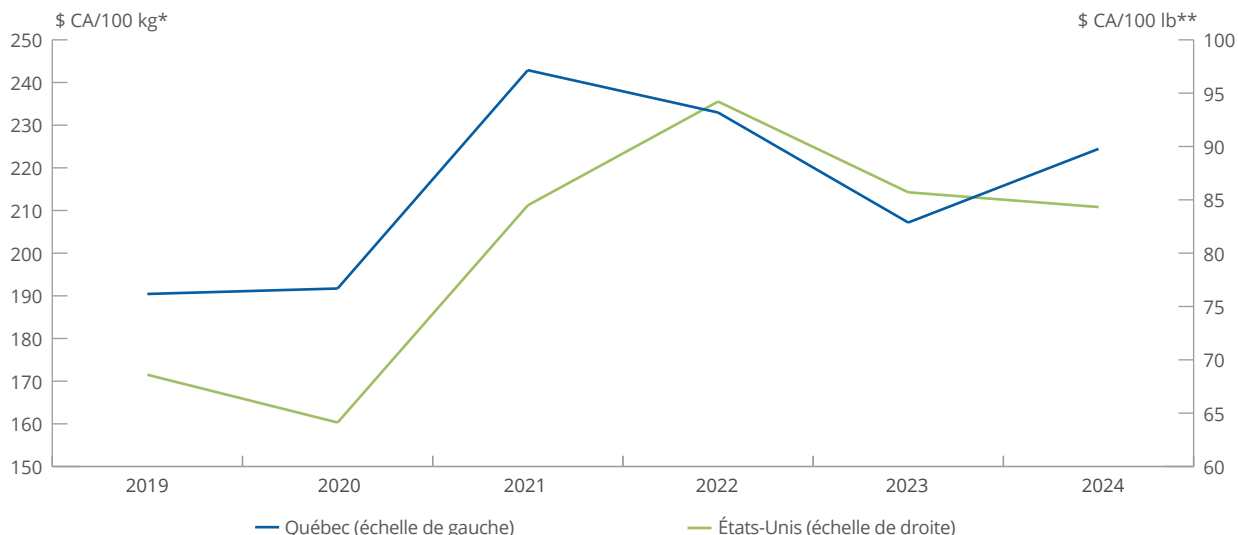
- Le volume des importations mondiales de viande porcine a diminué de 4 % en 2024. Comparativement à l'année 2021, la baisse s'est chiffrée à 23 %.
- Cette contraction résulte du redressement de la production en Chine, qui dépasse désormais son niveau d'avant l'épidémie de peste porcine africaine qui a eu lieu à la fin des années 2010. La Chine comptait pour 38 % du volume des importations mondiales de viande porcine en 2021; elle n'en représentait plus que 15 % en 2024.

La hausse des prix payés aux producteurs de porc du Québec en 2024 s'explique davantage par un rattrapage des prix intérieurs. Elle fait suite aux ajustements (rabais et prélèvements temporaires) observés à compter de 2022 dans le cadre de la restructuration de la filière porcine québécoise⁵. À titre comparatif, notons que le prix de référence à la ferme aux États-Unis, exprimé en dollars canadiens, a diminué de 2 % en 2024.

⁴ Au cours de l'année civile, c'est-à-dire de janvier à décembre.

⁵ Mise en place durant l'année 2023, une nouvelle convention de mise en marché du porc au Québec établit le prix payé au producteur en fonction d'un critère basé sur la valeur aux États-Unis de la carcasse reconstituée. Elle prévoit un ajustement graduel à la hausse de 2023 à 2025 de ce critère.

FIGURE 1.5 | PRIX DU PORC EN DOLLARS CANADIENS PAR 100 KG AU QUÉBEC (POIDS CARCASSE) ET EN DOLLARS CANADIENS PAR 100 LB AUX ÉTATS-UNIS (POIDS VIVANT), DE 2019 À 2024



* En dollars canadiens par 100 kg (poids carcasse).

** En dollars canadiens par 100 lb (poids vivant).

Sources : La Financière agricole du Québec et USDA (mars 2024); compilation du MAPAQ.

Un maintien de la progression des prix des bovins et des veaux d'abattage au Québec

Comme cela a été le cas au cours des récentes années, les conditions de marché ont favorisé de meilleurs prix payés en 2024 aux éleveurs de bovins, et ce, tant à l'échelle nord-américaine qu'au Québec. Ainsi, les prix moyens en 2024 payés aux éleveurs québécois de bovins et de veaux d'abattage ont progressé de l'ordre de 10 % comparativement à ceux de 2023. La hausse a été un peu plus marquée dans le cas des veaux destinés aux parcs d'engraissement.

Cette situation a résulté principalement de la conjoncture américaine, caractérisée par la réduction de la taille du cheptel bovin depuis 2021⁶, la stagnation du volume de production de viande bovine en 2024 et une progression de la demande aux États-Unis⁷.

⁶ L'inventaire mesuré par l'USDA au 1^{er} janvier 2025 était inférieur de 7 % à celui observé au 1^{er} janvier 2021.

⁷ La consommation de viande bovine a augmenté de 3 % aux États-Unis en 2024. La croissance des importations américaines a permis de subvenir à cette hausse de la consommation intérieure, dans un contexte où la production américaine est demeurée stable en 2024.

2 LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS, LES EMPLOIS ET LA PRODUCTIVITÉ

FAITS SAILLANTS

- Le PIB réel a connu une légère croissance, mais n'a pas encore dépassé son niveau d'avant la pandémie.
- Un recul des investissements a touché l'ensemble de l'industrie bioalimentaire.
- Une baisse du nombre d'emplois a été observée, notamment dans le secteur des services.
- La majorité des heures travaillées sont concentrées dans le secteur des services.
- La productivité du travail dans l'industrie bioalimentaire est du même ordre au Québec et en Ontario, mais elle est inférieure à celle des autres provinces canadiennes.
- Le Québec se distingue en matière de transformation alimentaire par une productivité du travail plus élevée qu'en Ontario et que dans les autres provinces canadiennes.

2.1 LE PIB RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

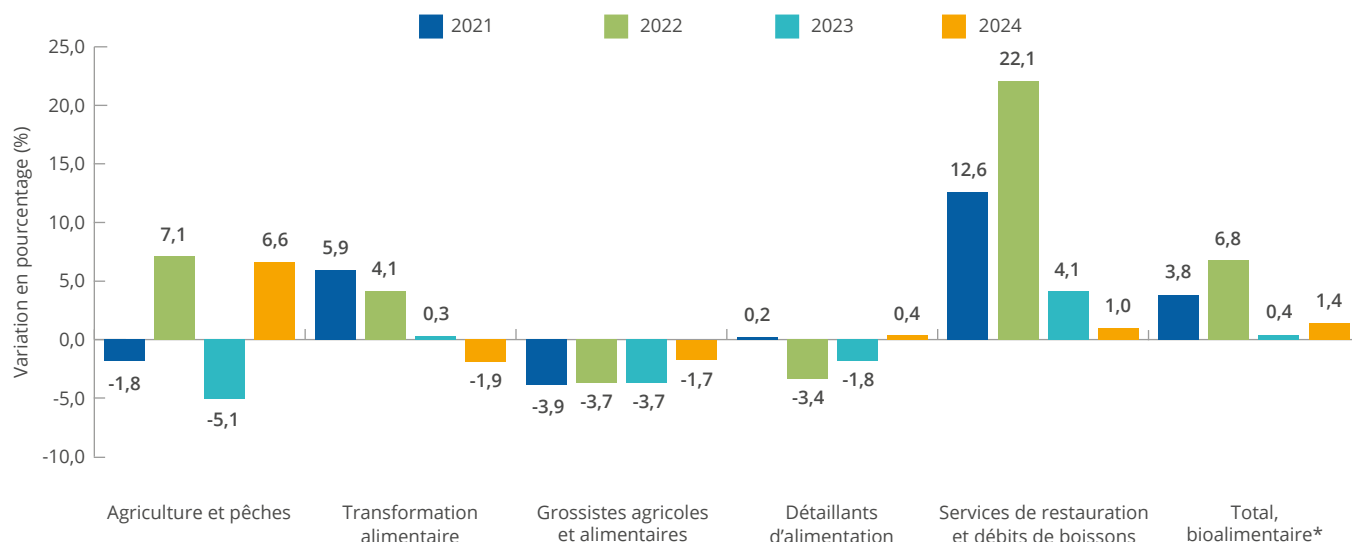
Selon les données les plus récentes, on estime que le PIB réel de l'industrie bioalimentaire du Québec, après avoir peu bougé en 2023 (+0,4 %), s'est légèrement accru en 2024 (+1,4 %)⁸. Il a atteint 29,7 G\$, mais n'a toujours pas dépassé son niveau pré-pandémique (29,8 G\$). Cela met en lumière les défis connus par cette industrie dans les dernières années. Depuis la pandémie de COVID-19, la performance du PIB réel bioalimentaire a été inférieure à celle de l'ensemble de l'économie québécoise trois années sur cinq. La contribution de cette industrie au PIB réel de l'économie s'est élevée à 6,7 % en 2024, ce qui correspond à une baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2019 (7,2 %). Cela s'explique par un recul de la contribution du secteur tertiaire.

Ainsi, concernant le secteur tertiaire, le PIB réel des services de restauration et des débits de boissons s'est accru (+1,0 %) pour une quatrième année consécutive, atteignant 5,9 G\$, mais il est demeuré largement en deçà de son niveau d'avant la pandémie (6,8 G\$). Rappelons qu'il avait enregistré un important recul en 2020 (-40,3 %). Le PIB réel des grossistes de produits agricoles et alimentaires a diminué (-1,7 %), quant à lui, pour une quatrième année de suite, tandis que celui des détaillants d'alimentation traditionnels a peu varié (+0,4 %) après deux années de recul. Enfin, la contribution du secteur tertiaire au PIB réel de l'ensemble de l'économie québécoise s'est établie à 3,6 % en 2024 comparativement à 4,0 % en 2019.

De son côté, le PIB réel de l'agriculture et des pêches a rebondi (+6,6 %) après avoir subi une forte baisse en 2023 (-5,1 %), alors que celui de la transformation alimentaire a connu une première diminution (-1,9 %) depuis 2020. Notons que l'agriculture, les pêches et la transformation alimentaire ont maintenu, comme en 2019, une contribution de 3,2 % au PIB réel de l'ensemble de l'économie.

⁸ Il s'agit du taux de variation du PIB réel bioalimentaire aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017), y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

FIGURE 2.1 | TAUX DE VARIATION DU PIB RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2021 À 2024 (EN POURCENTAGE)



* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

2.2 LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE⁹

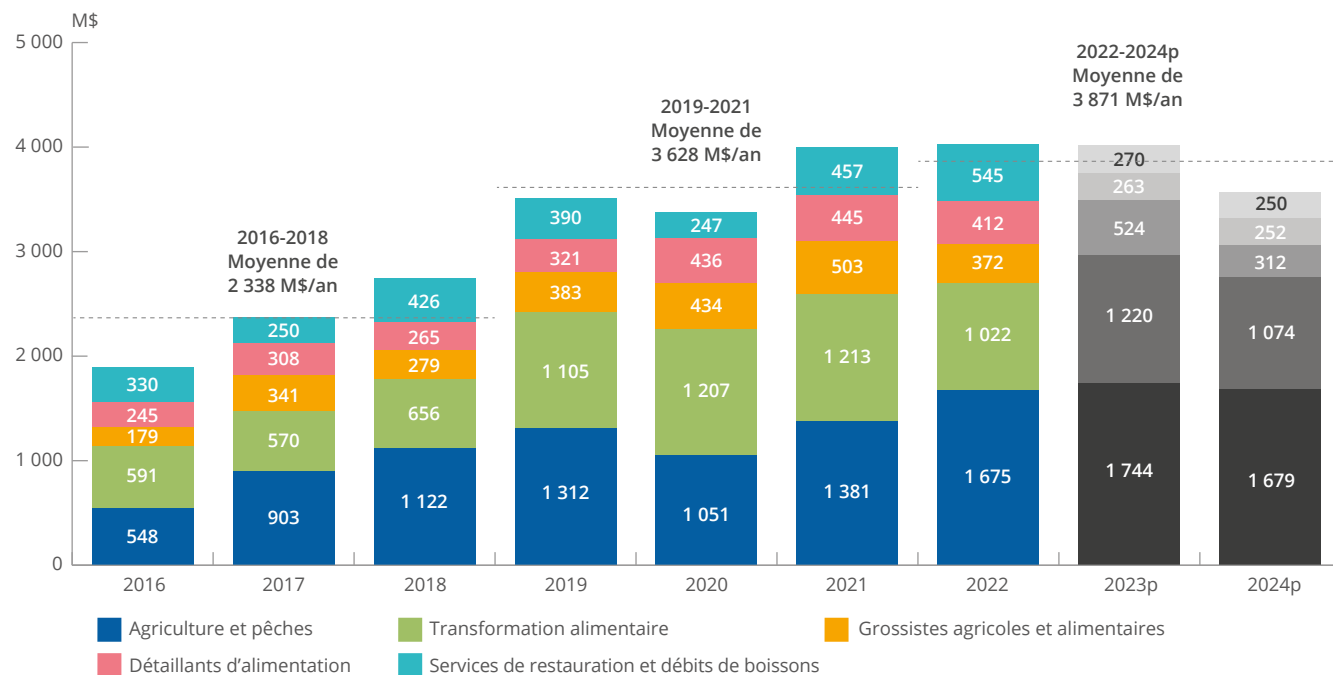
Dans les dernières années, les entreprises bioalimentaires ont investi des sommes majeures dans leurs activités au Québec. Toutefois, elles ont ralenti la cadence en 2024. Selon les plus récentes données, on estime que leurs investissements ont diminué de 11,3 % par rapport à 2023. Les sommes investies dans l'industrie bioalimentaire ont atteint 3,6 G\$ en 2024 et ont contribué pour 4,1 % des investissements dans l'économie québécoise, ce qui représente une baisse de 0,8 point de pourcentage comparativement à l'an dernier.

Dans la foulée de taux d'intérêt plus élevés, d'un dollar canadien plus faible, des menaces tarifaires de fin d'année et de l'incertitude économique, le recul en 2024 a été le plus important en termes relatifs depuis 2016. Il a aussi été généralisé dans l'ensemble des sous-secteurs de l'industrie bioalimentaire. Ainsi, les cultures agricoles sauf le cannabis (-5,1 %), la culture de cannabis (-7,4 %), l'élevage (-1,6 %), les pêches (-76,5 %), la fabrication d'aliments (-10,8 %), la fabrication de boissons et de produits du tabac (-15,0 %), les grossistes agricoles et alimentaires (-40,5 %), les magasins d'alimentation (-4,2 %) de même que les services de restauration et les débits de boissons (-7,4 %) ont tous réduit leurs investissements en 2024.

En revanche, bien que la dernière année ait été difficile, la tendance sur plusieurs années est positive. De 2022 à 2024, les sommes investies dans l'industrie bioalimentaire se sont élevées à 3,9 G\$ annuellement en moyenne, soit 6,7 % de plus qu'entre 2019 et 2021. Cette croissance s'explique par la forte progression observée en agriculture. La transformation alimentaire, le secteur tertiaire et les pêches ont cependant réduit leurs investissements, ce qui a restreint la croissance enregistrée. Notons par ailleurs que les sommes investies dans l'industrie de 2022 à 2024 ont augmenté de 65,6 % par rapport à la période de 2016 à 2018 et qu'elles se sont accrues dans tous les sous-secteurs entre ces deux périodes, à l'exception du cannabis sous abri.

⁹ Les investissements sont influencés par divers éléments (taux d'intérêt, coût du matériel, prix, demande, taux de change, politiques gouvernementales, etc.). Ils sont sensibles à la conjoncture économique et peuvent fluctuer de façon importante d'une année à l'autre. En conséquence, ils ont été analysés de deux façons : annuellement et par moyenne de trois ans. On peut se référer à l'annexe 1 pour les notes et les sources ainsi que les mises en garde concernant les données sur les investissements.

FIGURE 2.2 | INVESTISSEMENTS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2016 À 2024*
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



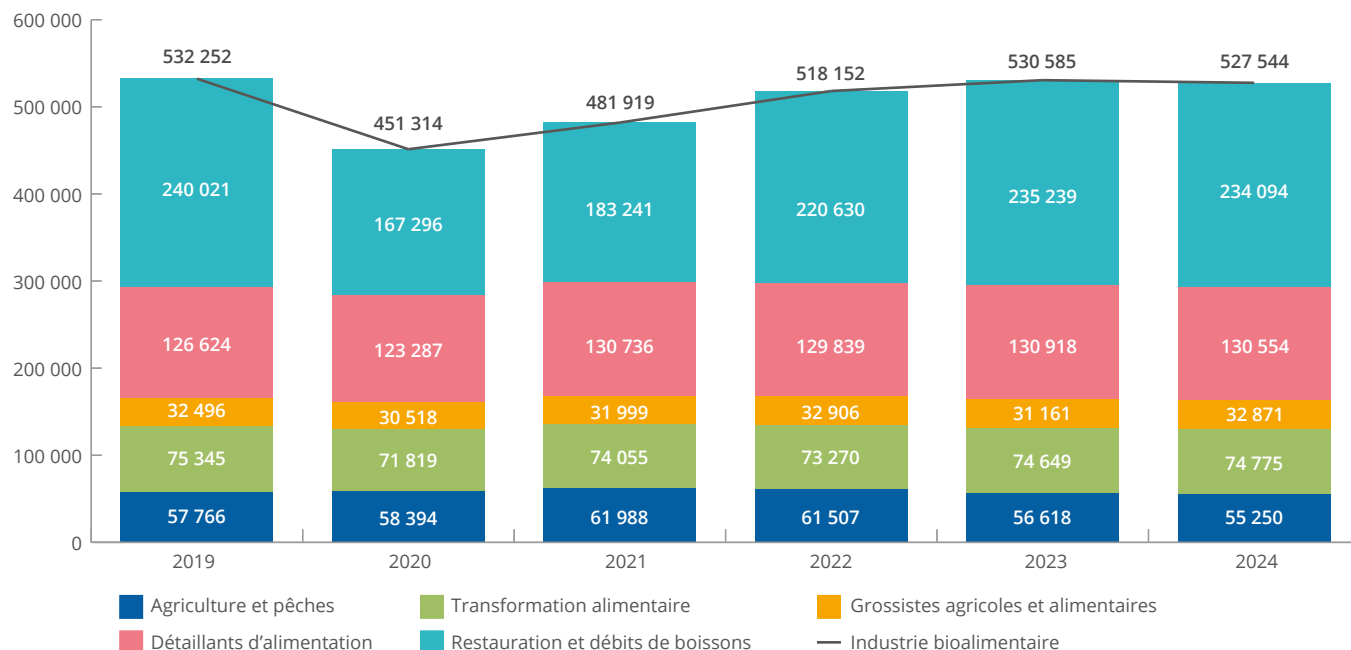
* Les données présentées pour 2023 et 2024 sont provisoires et pourraient faire l'objet d'une révision.

Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif*, et *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*; estimation de l'ISQ; compilation et estimation du MAPAQ.

2.3 L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

L'industrie bioalimentaire, qui comptait 527 544 travailleurs en 2024, n'a toujours pas retrouvé son niveau d'emploi pré-pandémique. Malgré des indicateurs économiques généralement positifs, les entreprises sont restées prudentes, une méfiance alimentée par les conséquences de l'inflation et des défis de main-d'œuvre. Ainsi, l'année s'est terminée avec 3 041 emplois de moins qu'en 2023, ce qui représente un léger recul de 0,6 %. Ce repli du marché du travail a touché tous les secteurs bioalimentaires, à l'exception de celui de la transformation alimentaire, qui a connu de légers gains. Soulignons que les détaillants et les grossistes alimentaires engagent plus de travailleurs qu'avant la pandémie de COVID-19.

FIGURE 2.3 | ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024



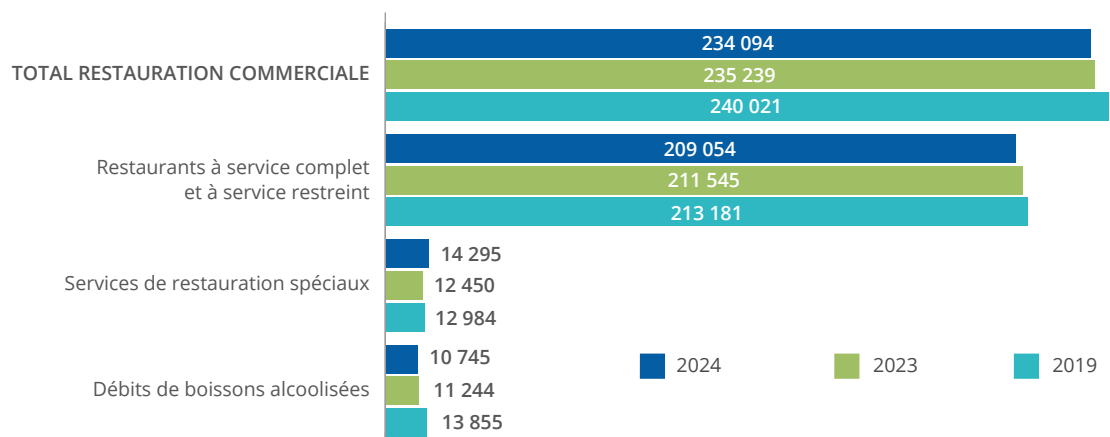
Le nombre d'emplois en agriculture et dans les pêches peut inclure des travailleurs étrangers temporaires, mais sans que le compte ne soit exhaustif.
Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0202-01 et 14-10-0027-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Une perte de 1 143 emplois dans le secteur de la restauration commerciale, y compris les débits de boissons

Après le redressement de l'emploi qui a suivi la pandémie en 2020, l'année 2024 s'est soldée par un recul : le nombre d'emplois a fléchi de 0,5 % par rapport à 2023 pour s'établir à 234 094. Ce nombre équivaut à 98 % de la main-d'œuvre recensée en 2019, avant la crise sanitaire, et représente 44 % des travailleurs de l'industrie bioalimentaire. Ces pertes d'emploi coïncident avec la décélération des ventes et les fermetures d'établissements avec service aux tables, comme les restaurants à service complet et les débits de boissons.

Bien que le nombre de postes vacants ait grandement diminué et ait atteint son plus bas niveau depuis 2017, le déficit de main-d'œuvre demeure un enjeu. Au 4^e trimestre de 2024, un peu plus de 9 000 postes étaient toujours vacants. Ainsi, le taux de postes vacants (proportion des postes à pourvoir par rapport à la demande totale de main-d'œuvre) a glissé jusqu'à 3,7 % comparativement à des taux trimestriels variant de 5,0 % à 14,0 % enregistrés depuis 2021.

FIGURE 2.4 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA RESTAURATION COMMERCIALE ET SES SOUS-SECTEURS AU QUÉBEC, EN 2019, EN 2023 ET EN 2024



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0201-01; compilation du MAPAQ.

Une diminution de 654 emplois pour les détaillants et les grossistes alimentaires

Les détaillants d'alimentation traditionnels regroupent le quart des emplois de l'industrie bioalimentaire au Québec. En 2024, ils employaient 130 554 personnes, ce qui correspond à une baisse de 364 emplois ou de 0,3 % par rapport à 2023. Parallèlement, le marché du travail dans l'ensemble du commerce de détail s'est replié de 1,5 %.

Dans le commerce de gros des produits agricoles et alimentaires, qui représentent environ 6 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire, le nombre d'emplois a reculé de 0,9 % pour s'établir à 32 871. Par rapport à l'année 2023, il s'agit de 290 travailleurs de moins, ce qui efface les gains de l'année précédente. Ce recul de l'emploi concorde avec la baisse des ventes du secteur. À titre de comparaison, notons que, dans l'ensemble du commerce de gros, le nombre d'employés a diminué de 0,3 % en 2024.

Un maintien des emplois en transformation alimentaire contrairement au secteur manufacturier

La transformation alimentaire fournit 14 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire. En 2024, le marché du travail a montré une certaine stabilité comparativement à 2023. L'année s'est en effet soldée par 126 travailleurs de plus, portant le total à 74 775 emplois. Ce résultat a été soutenu par les sous-secteurs suivants : fabrication de sucre et de confiseries (+441 emplois), boulangerie et fabrication de tortillas (+256), fabrication d'autres aliments (+146), produits laitiers (+134), mouture de céréales et de graines oléagineuses (+68), transformation de fruits et de légumes (+57). À titre comparatif, mentionnons que le nombre d'emplois a fléchi de 0,5 % dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois par rapport à 2023.

Un fait à souligner est que, depuis 2021, la tendance du marché de l'emploi est en croissance dans trois sous-secteurs : la fabrication de produits laitiers, la fabrication de sucre et de confiseries ainsi que la mouture de céréales et de graines oléagineuses. À l'inverse, un déclin est observé dans la fabrication de produits de viande.

TABLEAU 2.1 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN 2019 ET EN 2024

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2024	VARIATION 2024/2023	2019 (PréCOVID-19)
Transformation alimentaire	74 775	0,2 %	75 345
Fabrication d'aliments	63 897	1,0 %	65 932
Fabrication d'aliments pour animaux	2 573	-1,7 %	2 758
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 475	4,8 %	1 467
Fabrication de sucre et de confiseries	4 100	12,1 %	3 716
Transformation de fruits et de légumes, et fabrication de spécialités alimentaires	5 369	1,1 %	4 909
Fabrication de produits laitiers	10 567	1,3 %	10 198
Fabrication de produits de viande	14 146	-2,0 %	18 645
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	1 387	-9,0 %	1 551
Boulangerie et fabrication de tortillas	11 871	2,2 %	11 757
Fabrication d'autres aliments*	12 409	1,2 %	10 930
Fabrication de boissons et de produits du tabac	10 878	-4,4 %	9 413
Fabrication de boissons	9 548	-2,2 %	nd

* Ce secteur regroupe la fabrication d'aliments à grignoter, de café et de thé, de sirops et de concentrés aromatisants, d'assaisonnements et de vinaigrettes, etc.
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0202-01; compilation du MAPAQ.

Une agriculture qui s'appuie sur les travailleurs étrangers temporaires pour stabiliser son marché du travail

En 2024, environ 51 600 emplois¹⁰ étaient recensés dans les productions agricoles, ce qui représente 10 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire. Statistique Canada précise que ce nombre d'emplois peut comprendre ceux occupés par des travailleurs étrangers temporaires, mais sans que le compte ne soit exhaustif¹¹. Le secteur agricole s'appuie sur l'immigration temporaire pour combler ses besoins de main-d'œuvre, et celle-ci ne cesse d'augmenter au fil des ans.

TABLEAU 2.2 | NOMBRE DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES EN AGRICULTURE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024 (EN MILLIERS)

TYPE DE TRAVAILLEURS	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Travailleurs étrangers temporaires en agriculture	13,8	15,7	17,9	20,9	23,9	23,6

Le terme « travailleur étranger temporaire » désigne un résident temporaire qui travaille au Canada et qui reçoit un feuillet T4 (État de la rémunération payée) d'un employeur de l'industrie agricole. Cela englobe les résidents temporaires qui sont autorisés à travailler avec un permis de travail (p. ex. en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires [PTET] ou du Programme de mobilité internationale [PMI]), ainsi que ceux qui sont autorisés à travailler sans permis, certains titulaires de permis d'études et ceux qui détiennent un autre type de permis, à l'exception des visas de visiteurs. Les résidents permanents ne sont pas considérés comme des travailleurs étrangers.
Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0218-01; compilation du MAPAQ.

Quant au nombre d'emplois du secteur des pêches et de l'aquaculture commerciales, il est resté relativement stable, soit autour de 3 700.

10 Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA), tableau 14-10-0026-01.
11 Si des travailleurs temporaires étrangers ont été contactés pour participer à l'EPA, ils seront inclus seulement s'ils ont désigné le logement sélectionné comme étant leur résidence habituelle.

Une baisse qui se poursuit pour le nombre de postes vacants

De 2018 à 2022, les postes vacants se sont multipliés, tandis que le nombre de travailleurs disponibles a diminué. Ce resserrement du marché de l'emploi a causé des problèmes aux entreprises quant à la disponibilité et au coût de la main-d'œuvre. Ces difficultés de recrutement généralisées, souvent qualifiées de pénurie, découlaient de différents facteurs : le vieillissement démographique, une économie gourmande en matière de main-d'œuvre, les bouleversements liés à la pandémie, qui ont été suivis d'un rebond économique, et des changements de carrière chez les employés.

Toutefois, en 2023 et en 2024, les défis liés à la rareté de main-d'œuvre se sont en partie résorbés. Le nombre moyen de postes vacants a décliné dans chaque secteur de l'industrie bioalimentaire. Il en est de même pour le taux de postes vacants, c'est-à-dire le nombre de postes à pourvoir en proportion de la demande totale de main-d'œuvre (postes occupés et vacants). Des postes ont donc été pourvus ou supprimés par les employeurs.

De plus, les années 2023 et 2024 ont connu un boum démographique au Québec avec l'arrivée de nombreux immigrants, ce qui a entraîné une croissance significative du bassin potentiel de travailleurs.

Soulignons que, dans certains secteurs bioalimentaires, le nombre moyen de postes vacants en 2024 est même inférieur à celui de 2018.

TABLEAU 2.3 | NOMBRE MOYEN DE POSTES VACANTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, DE 2018 À 2024 (MOYENNE DES QUATRE TRIMESTRES)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2018	2019	2021	2022	2023	2024
Fabrication d'aliments	2 509	3 090	4 843	4 813	2 734	1 625
Grossistes-marchands de produits alimentaires, de boissons et de produits du tabac	993	1 323	1 909	1 933	1 479	809
Détaillants d'alimentation	2 793	3 206	5 965	7 069	5 143	3 000
Services de restauration et débits de boissons	10 414	12 295	23 114	26 958	17 704	10 294

Les données pour l'année 2020 et les différents secteurs agricoles ne sont pas disponibles ou sont peu fiables.
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0442-01; compilation du MAPAQ.

LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE ENTRE 2020 ET 2023

La productivité est une mesure de l'efficacité : elle indique dans quelle mesure les ressources utilisées (comme la main-d'œuvre) sont transformées en produits ou en services. La productivité du travail (nommée ci-après « productivité ») en particulier est la mesure de la richesse créée (la valeur ajoutée calculée par le biais du PIB réel) par heure travaillée dans une industrie.

Une hausse du nombre d'heures travaillées

De 2020 à 2023, l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une hausse du nombre d'emplois (figure 2.3) qui s'est traduite par une augmentation du nombre d'heures travaillées dans tous ses secteurs. En particulier, les services de restauration et les débits de boissons ont enregistré la hausse la plus importante avec une croissance de 16,3 % par année du nombre d'heures travaillées sur cette période. Dans les autres secteurs, cette croissance a varié entre 1,5 % pour les détaillants d'alimentation et 2,7 % pour la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac.

TABLEAU 2.4 | HEURES TRAVAILLÉES DANS LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2020 À 2023* (EN MILLIERS)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2020	2023	TCAM 2020-2023
Cultures agricoles, élevage, pêche et chasse	109 125	117 065	2,4 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits de tabac	132 685	143 635	2,7 %
Grossistes agricoles et alimentaires	56 519	59 480	1,7 %
Détaillants d'alimentation	175 340	183 255	1,5 %
Services de restauration et débits de boissons	212 458	333 980	16,3 %

* Les estimations pour l'année 2024 n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce document.

TCAM : Taux de croissance annuel moyen.

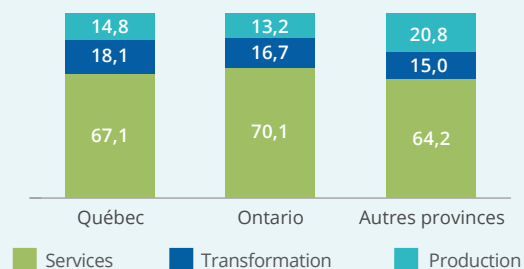
Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0480-01 et 14-10-0255-01; compilation du MAPAQ.

Des heures travaillées concentrées en majorité dans le secteur des services tant au Québec que dans les autres provinces canadiennes

La majeure partie des heures travaillées dans l'industrie bioalimentaire au Québec et dans les autres provinces provenait du secteur des services, qui inclut les grossistes agricoles et alimentaires, les détaillants d'alimentation de même que les services de restauration et les débits de boissons. Cependant, des différences régionales sont notables.

Le Québec se démarque par une proportion plus élevée des heures travaillées dans le secteur de la transformation (18,1 %), qui concerne la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac. À l'inverse, les autres provinces canadiennes montrent une plus grande concentration d'heures dans le secteur de la production (20,8 %), qui inclut les cultures agricoles, l'élevage, la pêche et la chasse, soit une part nettement supérieure à celle observée au Québec ou en Ontario (moins de 15,0 %).

FIGURE 2.5 | PART DES HEURES TRAVAILLÉES DANS LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2023* (EN POURCENTAGE)



* Les estimations pour l'année 2024 n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce document.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation du MAPAQ.

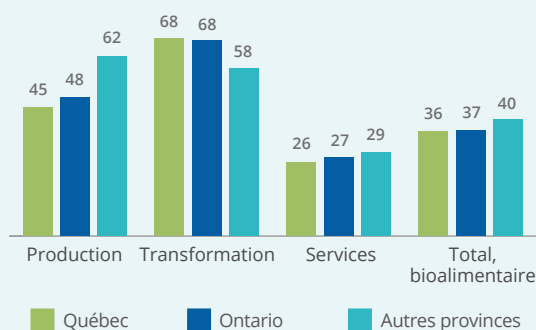
Il est à noter que la part des heures travaillées dans les différents secteurs de l'industrie bioalimentaire a une incidence sur la productivité du travail de cette dernière.

La productivité du travail dans l'industrie bioalimentaire : le Québec et l'Ontario comparables, mais en retrait par rapport aux autres provinces canadiennes

Au cours de la période de 2020 à 2023, c'est dans le secteur de la production que les écarts de productivité entre les provinces sont les plus marqués. La productivité moyenne au Québec y était de 44,60 \$ par heure travaillée et était inférieure à celle de l'Ontario (47,90 \$) et surtout à celle des autres provinces canadiennes (62,20 \$). Cependant, le Québec se distingue par une productivité plus élevée dans le secteur de la transformation alimentaire, soit de 68,40 \$ comparativement à 67,70 \$ en Ontario et à 58,00 \$ dans les autres provinces. Quant à la productivité du secteur des services, elle est nettement plus faible, variant de 25,60 \$ au Québec à 29,00 \$ dans les autres provinces.

Dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire, les écarts de productivité constatés au Québec sont moins prononcés : seulement 0,40 \$ de moins par heure travaillée par rapport à l'Ontario et 4,10 \$ de moins comparativement aux autres provinces.

FIGURE 2.6 | PIB RÉEL PAR HEURE TRAVAILLÉE DANS LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2023 (EN DOLLARS)



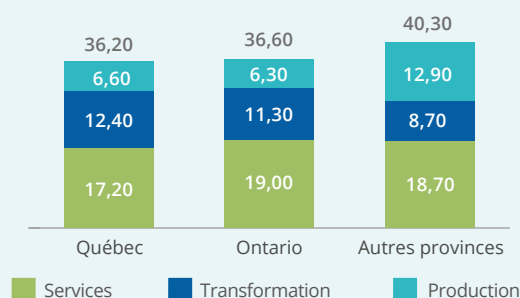
*Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation du MAPAQ.

Le plus grand impact sur la productivité globale de l'industrie bioalimentaire est produit par le secteur des services

La contribution de chaque secteur à la productivité totale de l'industrie bioalimentaire dépend de deux facteurs : son propre niveau de productivité et la proportion d'heures travaillées dans le secteur par rapport

à l'ensemble de l'industrie. En combinant ces deux variables¹² (en multipliant la productivité du secteur par sa part des heures travaillées), on peut estimer sa contribution spécifique en dollars à la productivité globale de l'industrie. La figure suivante illustre cette contribution pour chaque secteur au Québec, en Ontario et dans les autres provinces (moyenne de 2020 à 2023).

FIGURE 2.7 | CONTRIBUTION RELATIVE DES DIFFÉRENTS SECTEURS À LA PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2023 (EN DOLLARS)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation du MAPAQ.

Le secteur des services est celui qui contribue le plus à la productivité globale, et ce, dans toutes les régions du pays. Bien que ce secteur présente les niveaux de productivité individuels les plus bas (figure 2.6), sa part largement majoritaire des heures travaillées dans l'industrie (figure 2.5) explique son impact prépondérant. Sa contribution se situe entre 17,20 \$ (au Québec) et 19,00 \$ (en Ontario) par heure travaillée pour l'ensemble de l'industrie.

Par ailleurs, le Québec se distingue par une contribution marquée de son secteur de la transformation alimentaire (12,40 \$). Les autres provinces canadiennes, quant à elles, bénéficient d'une contribution plus forte de leur secteur de la production (12,90 \$). Cela s'explique à la fois par leur plus grande part de l'emploi (20,8 %) et leur productivité plus élevée (62,20 \$) dans ce secteur qu'au Québec et en Ontario.

12 Par exemple, pour estimer la contribution du secteur de la production du Québec, il suffit de multiplier sa part de l'emploi de 14,8 % (figure 2.5) par sa productivité de 44,60 \$ (figure 2.6) et de diviser ce résultat par 100, ce qui donne une contribution de 6,60 \$ à la productivité de 36,20 \$ de l'industrie bioalimentaire du Québec.

3 LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS AINSI QUE LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

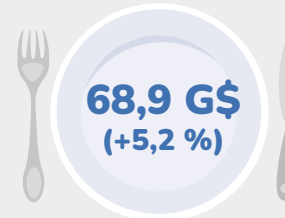
FAITS SAILLANTS

- Une légère hausse des prix alimentaires qui contraste avec les sommets des deux années précédentes.
- La progression de la demande alimentaire intérieure a été stimulée par l'accroissement de la population et du tourisme ainsi que la bonne tenue de l'économie.
- La croissance des ventes au détail de produits alimentaires a été observée surtout dans les circuits de commercialisation à bas prix.
- Les ventes des services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés (HRI) ont augmenté, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui constaté au cours des trois années précédentes.





Population québécoise : 9,1 M (+2,4 %)



DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

39,6^p G\$ Estimation du contenu québécois

46,0 G\$
(+5,7 %) Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

13,0 G\$
(+8,9 %) Ventes des magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Walmart, Costco) et les circuits courts

3,1 % Hausse des prix des boissons alcoolisées

3,6 M
(+9,3 %)

Nombre de touristes internationaux entrés au Québec

23,0 G\$
(+4,1 %)

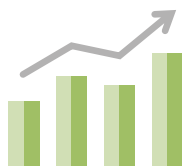
Ventes dans les services alimentaires (HRI)

18,7 G\$
(+3,6 %)

Ventes dans la restauration commerciale

2,0 %

Hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisées



15,8 G\$ (+2,1 %)

PIB réel

du secteur tertiaire*

(grossistes, détaillants et restauration)

814 M\$ (-23,0 %)

Investissements

du secteur tertiaire**

234 094 emplois

(-0,5 %)

Emplois dans la restauration commerciale

364 648 personnes

(-0,4 %)

Emplois dans les magasins d'alimentation traditionnels et la restauration commerciale

p : Donnée provisoire.

* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

** Ce montant ne tient pas compte des investissements réalisés chez les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), dans les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel de même que dans les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).



3.1 LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE

Une croissance de la demande alimentaire réelle plus vigoureuse en 2024 qu'en 2023

La demande alimentaire est estimée à partir des achats faits par les consommateurs (ex. : ménages québécois, touristes, travailleurs étrangers) dans les magasins, les services alimentaires et les autres circuits de commercialisation alimentaires situés au Québec. Pour 2024, la valeur totale de ces achats est estimée à 68,9 G\$, ce qui représente une augmentation de 5,2 % par rapport à la valeur de 2023.

TABEAU 3.1 | RÉPARTITION DE LA VALEUR ESTIMÉE DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN 2024

DEMANDE ALIMENTAIRE* : 68,9 G\$ (+5,2 %)			
Commerce de détail alimentaire et autres circuits** 46,0 G\$ (+5,7 %)		Services alimentaires (HRI) 23,0 G\$ (+4,1 %)	
Magasins d'alimentation 33,0 G\$ (+4,5 %)	Autres magasins et circuits de commercialisation 13,0 G\$ (+8,9 %)	Restauration commerciale 18,7 G\$ (+3,6 %)	Restauration non commerciale 4,3 G\$ (+5,9 %)

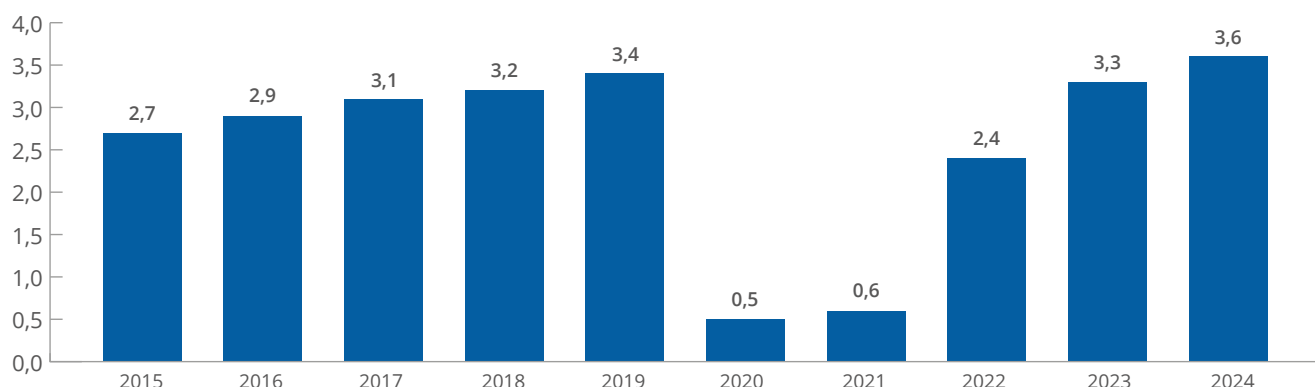
* Il s'agit d'une estimation de la valeur des ventes de produits alimentaires seulement.

** Il s'agit d'une estimation qui comprend les ventes réalisées dans les magasins d'alimentation traditionnels (ex. : supermarchés), les autres magasins (ex. : Walmart, Costco, pharmacies) ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme).

Sources : Statistique Canada et Restaurants Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

Bien que la faible hausse des prix à la consommation des aliments et des boissons en 2024 ait contribué à cette appréciation de la valeur, c'est le volume d'achat des consommateurs qui a stimulé la demande alimentaire. À l'exclusion de l'effet de l'inflation, la demande alimentaire réelle affiche une progression de 3,1 %, soit un taux supérieur à celui de l'année précédente et à l'augmentation de 2,4 % observée pour la population (un taux exceptionnel en raison de l'immigration internationale). La bonne tenue de l'économie québécoise, la stabilité du taux de cessation d'emploi, la décélération de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt ont été des facteurs favorables à la consommation en 2024. De plus, l'achalandage lié aux touristes internationaux dans la province s'est accru de 9,3 % par rapport à 2023, dépassant le nombre total enregistré avant la pandémie de COVID-19. Le tourisme est un moteur important du dynamisme des ventes alimentaires, notamment dans le secteur de la restauration.

FIGURE 3.1 | ENTRÉES À LA FRONTIÈRE DES TOURISTES INTERNATIONAUX AU QUÉBEC, DE 2015 À 2024 (EN MILLIONS DE PERSONNES)



Source : Statistique Canada, [Visiteurs non-résidents entrant au Canada selon le pays de résidence, le mode de transport, le type d'arrivée et le type de voyageur](#).

3.2 LES PRIX À LA CONSOMMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Une faible hausse des prix à la consommation des produits alimentaires

Au Québec, la croissance des prix alimentaires a ralenti. L'augmentation annuelle des prix des aliments et des boissons non alcoolisées en 2024 a été de 2,0 % par rapport à 2023. Il s'agit d'une faible progression qui contraste avec les sommets des deux années précédentes. Une baisse des prix pour certains produits et une hausse modérée pour d'autres ont contribué à cette décélération. L'inflation alimentaire constatée en 2024 est surtout attribuable aux huiles et aux matières grasses (+10,2 %), à la viande de bœuf (+6,2 %), aux œufs (+5,8 %), à la viande de poulet (+4,1 %) et aux boissons non alcoolisées (+4,0 %).

Par ailleurs, le coût d'intrants comme le pétrole, les engrais, les céréales ou le sucre a diminué. En revanche, les mauvaises conditions météorologiques dans certaines régions, la maladie des orangeraias, la grippe aviaire et la réduction des troupeaux américains ont poussé vers le haut les prix des huiles, du cacao, du jus d'orange, de la viande de bœuf et des œufs sur les marchés. Les prix mondiaux ont une incidence sur le coût de l'alimentation ici, de la production à l'assiette des consommateurs.

De 2023 à 2024, le coût du panier d'épicerie en magasin s'est relevé de 1,5 % en ce qui concerne les aliments et les boissons non alcoolisées et de 3,0 % pour les boissons alcoolisées. Au restaurant, les consommateurs ont payé 3,1 % de plus pour les aliments et les boissons non alcoolisées, alors que les boissons alcoolisées ont coûté 3,4 % de plus.

Soulignons que, parmi les principaux postes de dépenses des Québécois en 2024, le logement (+6,4 %) a enregistré la plus forte augmentation, tandis que l'inflation alimentaire a glissé jusqu'en deçà de l'inflation globale au Québec (+2,3 %). Malgré ce ralentissement observé en 2024, les prix alimentaires restent élevés.

À titre de comparaison, notons que l'augmentation des prix des aliments dans le panier d'épicerie au Québec a été inférieure à celle de la moyenne canadienne (+2,2 %) en 2024. C'est le cas également pour les prix des aliments achetés au restaurant, qui se sont accrus plus fortement au Canada qu'au Québec (+3,6 %).

Enfin, la poussée inflationniste observée à partir de 2021 a modifié les habitudes d'achat des consommateurs. Les achats de produits d'épicerie se sont déplacés vers les magasins à bas prix et les consommateurs ont favorisé la restauration à service restreint (rapide) plutôt que celle à service complet (en salle à manger).

TABLEAU 3.2 | VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC D'UNE ANNÉE À L'AUTRE (EN POURCENTAGE)

PRODUITS ET GROUPES DE PRODUITS	2022	2023	2024
INFLATION (ensemble des biens et des services)	6,7	4,5	2,3
Aliments (restaurants et magasins)	9,2	8,3	2,0
Aliments achetés à l'épicerie	9,6	8,3	1,5
Huiles et graisses comestibles	27,2	14,5	10,2
Œufs	8,4	4,1	5,8
Boissons non alcoolisées	11,2	7,0	4,0
Légumes frais et transformés	8,9	11,0	3,2
Viandes	8,3	7,2	2,3
Bœuf	8,2	10,0	6,2
Volaille	8,7	7,3	3,0
Porc	3,3	4,8	-0,7
Produits laitiers	7,8	5,9	1,4
Fruits frais et transformés	9,8	8,8	0,3
Produits de boulangerie et céréaliers	11,7	10,0	-0,8
Poissons et produits de la mer	7,1	5,5	-1,2
Aliments achetés au restaurant	8,3	8,2	3,1
Boissons alcoolisées (restaurants et magasins)	4,3	5,2	3,1
Essence	32,2	-6,7	-2,3

Il s'agit de la croissance entre la moyenne des indices mensuels d'une année et la moyenne de ceux de l'année précédente.

Source : Statistique Canada, indice des prix à la consommation, tableau 18 10-0004-01; compilation du MAPAQ.

3.3 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

Une croissance des ventes de produits alimentaires dans le commerce de détail, stimulées par les ventes des enseignes à bas prix des supermarchés et des grands détaillants de marchandises diverses

Pour 2024, les ventes de produits alimentaires dans le commerce de détail au Québec sont estimées à 46,0 G\$. Il s'agit d'une augmentation de 5,7 % par rapport à 2023. Sans l'effet de l'inflation, les ventes réelles ont progressé de 4,2 %. La majoration des prix alimentaires en épicerie a été relativement faible en 2024.

Les détaillants d'alimentation traditionnels (ex. : Metro, IGA, Maxi, boucheries, dépanneurs sans essence, Société des alcools du Québec) ont enregistré des ventes de 33,0 G\$, ce qui représente une hausse de 4,5 % (+1,43 G\$) par rapport à 2023. La croissance des ventes s'est avérée deux fois plus forte chez les autres commerçants du secteur, à savoir les magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Walmart, Costco, Tigre Géant) et les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme). Elles ont augmenté de 8,9 % (+1,06 G\$) pour atteindre 13,0 G\$.

Sans l'effet des prix, les ventes réelles de produits alimentaires ont progressé de 2,8 % chez les détaillants d'alimentation traditionnels ainsi que de 7,8 % dans les autres magasins et circuits de commercialisation.

TABLEAU 3.3 | ESTIMATION DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES RÉALISÉES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, EN 2023 ET EN 2024 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

TYPES DE MAGASINS	2023	2024	VARIATION 2024/2023 (EN DOLLARS)	VARIATION RÉELLE* 2024/2023 (EN VOLUME)
Commerce de détail alimentaire	43,5	46,0	5,7 %	3,9 %
Détaillants d'alimentation traditionnels (supermarchés, épicerie, dépanneurs, magasins spécialisés [ex. : boucheries, Société des alcools du Québec])	31,5	33,0	4,5 %	2,8 %
Autres magasins et circuits de commercialisation (Walmart, Costco, Dollarama, Tigre Géant, marchés publics, ventes à la ferme, etc.)	11,9	13,0	8,9 %	7,8 %

* La variation réelle est celle des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Les données de ce tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Source : Statistique Canada; estimation du MAPAQ.

La dynamique des réseaux a évolué sous l'effet des pressions inflationnistes et de l'immigration internationale des dernières années. Selon des données de NielsenIQ, des tendances se sont amorcées dès la fin de l'année 2021.

- Les consommateurs québécois ont cherché à économiser en visitant davantage que par le passé les magasins à bas prix pour faire leur épicerie.
- Leurs achats se sont déplacés des enseignes conventionnelles (ex. : Provigo, Metro, IGA) vers les enseignes à bas prix (ex. : Super C, Maxi) et les grandes surfaces à bas prix (ex. : Walmart, Costco, Dollarama, Tigre Géant, Korvette). À cet égard, il faut mentionner que les ménages à revenu élevé ont stimulé cette évolution des dépenses vers l'escompte, alors qu'auparavant, ce type de magasin ne les attirait pas.
- Une vague de conversions de magasins conventionnels en enseignes à bas prix s'est opérée chez certains détaillants (ex. : un magasin Provigo converti en un magasin Maxi) et de plus en plus d'épicerie de liquidation¹³ ouvrent leurs portes.
- À ces tendances s'ajoute une croissance du nombre d'épicerie ethniques à l'échelle canadienne, associée à l'arrivée d'un flux d'immigrants internationaux.

¹³ On y trouve essentiellement des surplus de marchandises et des produits dont l'emballage est imparfait ou dont la date de péremption approche ou est même dépassée.

3.4 LES SERVICES ALIMENTAIRES DU RÉSEAU HRI

Les ventes du secteur ont poursuivi leur croissance, mais à un rythme plus lent qu'en 2023

De 2023 à 2024, la valeur des ventes de l'ensemble des services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés (HRI) s'est appréciée de 4,1 % pour atteindre un montant estimé à 23,0 G\$. Sans l'effet des prix, les ventes réelles ont légèrement augmenté de 0,8 % par rapport à 2023. Malgré la bonne tenue de l'économie québécoise, des taux d'intérêt baissiers et l'affluence des touristes, le secteur a été pénalisé par le poids du coût de la vie sur les ménages québécois. Dans le budget des consommateurs, la restauration représente une dépense discrétionnaire.

Pour ce qui est de la restauration commerciale¹⁴, qui compte pour environ 80 % du chiffre d'affaires du réseau HRI alimentaire, elle a généré des ventes de 18,7 G\$ en 2024, ce qui correspond à une hausse de 3,6 % comparativement à 2023. Dans la restauration non commerciale, qui représente les 20 % restants, les ventes se sont accrues de 5,9 % par rapport à 2023 pour atteindre 4,3 G\$. Notons que ce type de restauration, où la préparation et le service d'aliments et de boissons tiennent lieu d'activité complémentaire (ex. : services alimentaires dans les hôpitaux, les écoles ou les prisons), est moins affectée par les soubresauts économiques en général.

TABLEAU 3.4 | VENTES DANS LES SERVICES ALIMENTAIRES AU QUÉBEC SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, EN 2023 ET EN 2024 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2023	2024	VARIATION 2024/2023	VARIATION RÉELLE* (EN VOLUME)
Total, services alimentaires du réseau HRI	22,1	23,0	4,1 %	0,8 %
Restauration commerciale	18,0	18,7	3,6 %	0,4 %
Restaurants à service complet (service aux tables)	8,4	8,5	1,1 %	-2,1 %
Restaurants à service restreint (restauration rapide)	7,4	7,9	6,2 %	2,9 %
Services de restauration spéciaux** (ex. : traiteur)	1,4	1,5	8,4 %	5,0 %
Débîts de boissons alcoolisées (ex. : bar)	0,8	0,7	-2,0 %	-5,2 %
Restauration non commerciale	4,1	4,3	5,9 %	2,7 %

* La variation réelle est celle des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

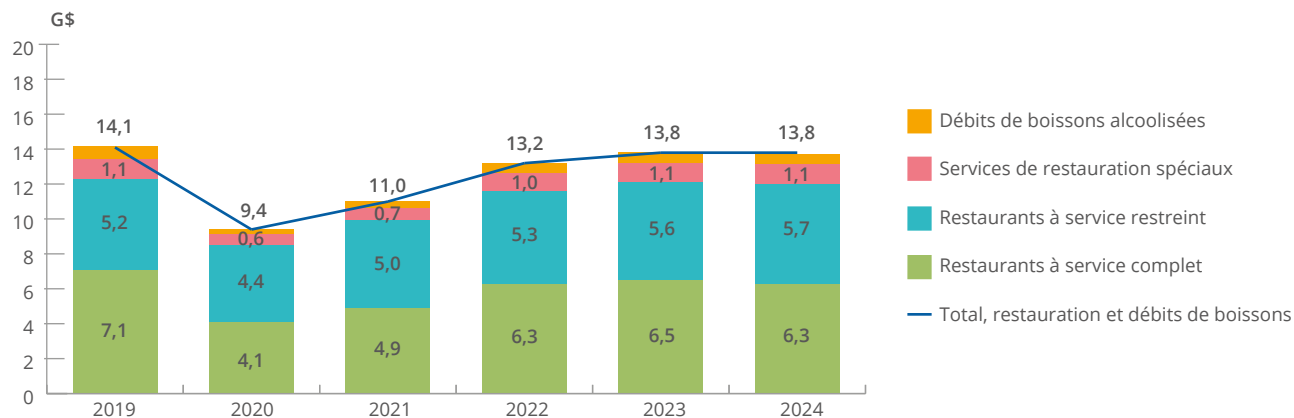
** Il s'agit des services de restauration institutionnels contractuels, des traiteurs, des cantines et des comptoirs mobiles.

Sources : Statistique Canada et Restaurants Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

Dans la restauration commerciale, à l'exception de celle à service restreint et des services de restauration spéciaux, le volume des ventes (sans l'effet de l'inflation) peine à retrouver son niveau pré-pandémique (figure à la page suivante). Le contexte inflationniste de 2022 et de 2023 ainsi que des prix restés élevés, malgré la décélération de l'inflation, ont contribué au ralentissement des ventes en 2024. À cela s'ajoute la concurrence de l'offre grandissante des détaillants alimentaires en ce qui concerne les mets préparés et les repas préparés sur place, qui sont à des prix compétitifs.

¹⁴ Dans la restauration commerciale, la vente de nourriture ou de boissons représente l'activité principale des établissements (au moins 50 % de leur chiffre d'affaires).

FIGURE 3.2 | ÉVOLUTION DES VENTES RÉELLES DES SOUS-SECTEURS DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024 (EN MILLIARDS DE DOLLARS DE 2017)



Source : Statistique Canada, tableau 21-10-0019-01; compilation du MAPAQ.

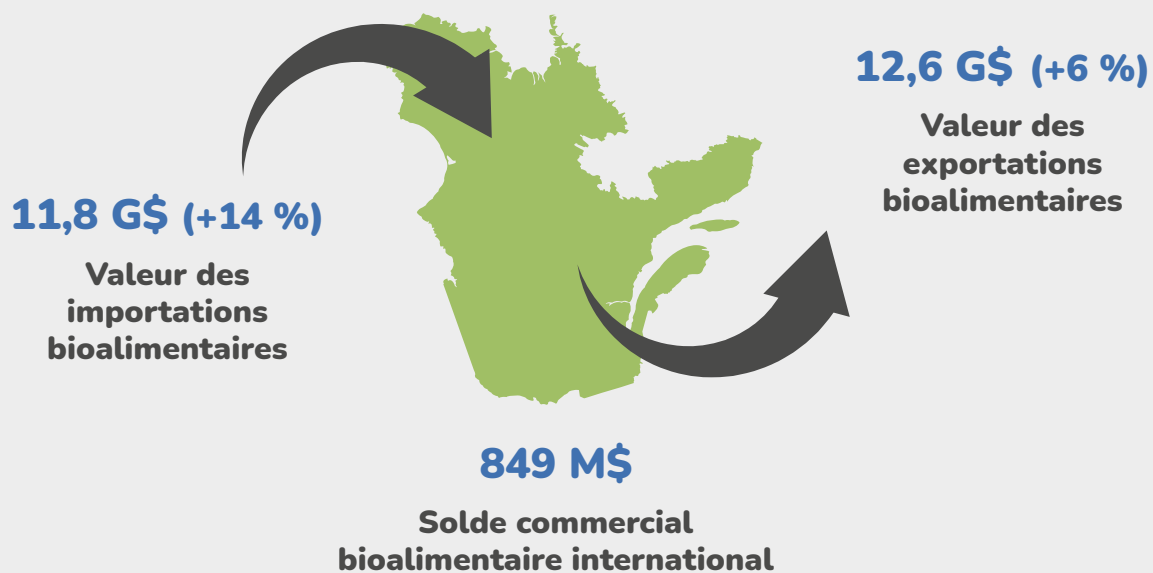
Soulignons que la pandémie de COVID-19 a pénalisé moins durement la restauration à service restreint (rapide) que celle à service complet en salle à manger. De plus, l'augmentation du coût de la vie, qui exerce une pression sur le portefeuille des consommateurs, désavantage moins la restauration rapide. Ces atouts lui ont permis de réaliser la meilleure croissance des ventes de 2019 à 2024 par rapport aux trois autres secteurs. D'ailleurs, dans l'ensemble de la restauration commerciale, la part des ventes des restaurants à service restreint a eu tendance à s'accroître et à se rapprocher de la part de marché des restaurants à service complet depuis la crise sanitaire. Au Québec, contrairement à la moyenne canadienne, les restaurants à service complet ont toujours généré la plus grande part des ventes de la restauration commerciale, à l'exception des années 2020 et 2021 en raison de la pandémie.

4 L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

FAITS SAILLANTS

- Une forte augmentation des exportations bioalimentaires en direction des États-Unis a été observée, particulièrement pour les préparations de cacao.
- Une relance des exportations québécoises sur le marché japonais s'est manifestée avec la hausse de la demande japonaise pour la viande porcine.
- Une expansion sur d'autres marchés secondaires a été notée.
- Le surplus commercial du Québec a connu une diminution depuis le sommet de 2,2 G\$ atteint en 2021.





Union Européenne (27 %)

Premier marché d'importation bioalimentaire pour le Québec

**Boissons (18 %),
fruits, légumes
et leurs préparations (17 %)**

Principales importations bioalimentaires

72 %

Part des États-Unis dans les exportations bioalimentaires du Québec

**Préparations de cacao (16 %),
viande porcine (15 %)**

Principales exportations bioalimentaires

78 %

Part des exportations du Québec dans les produits agricoles transformés

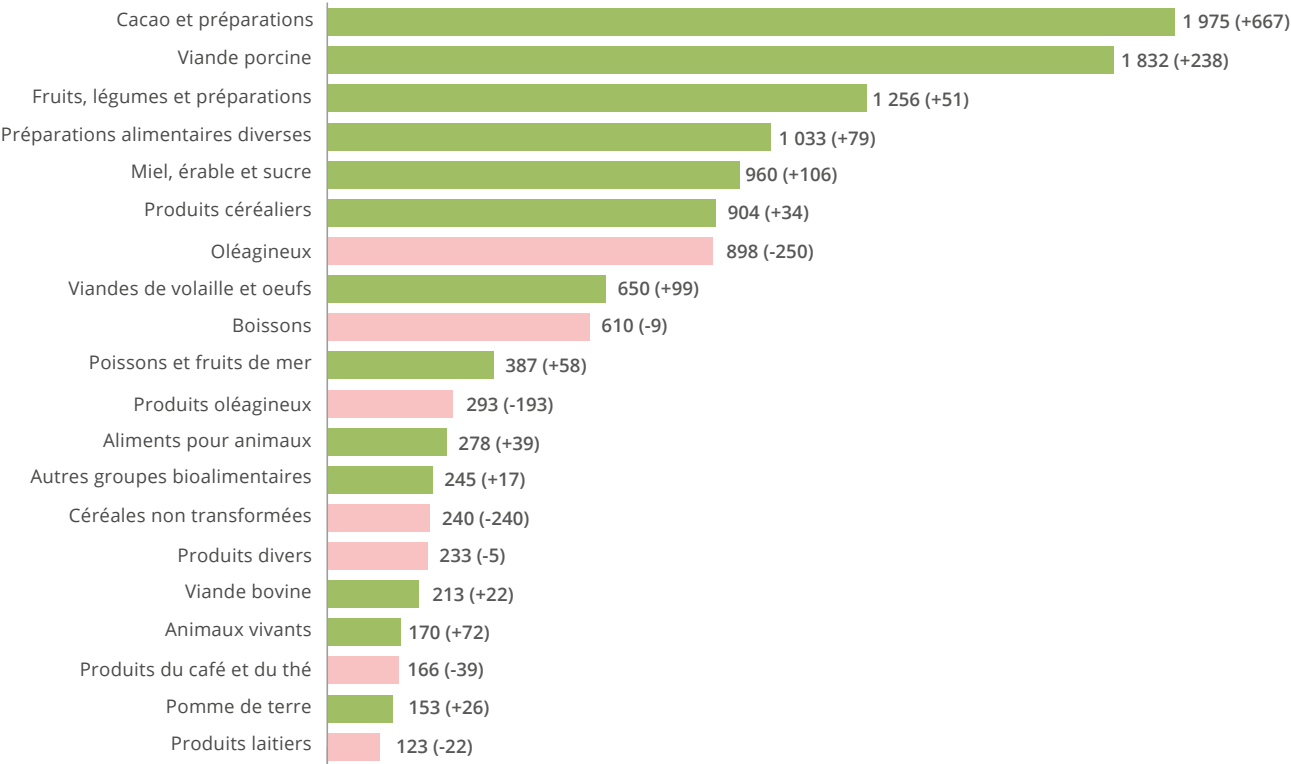
Une croissance des exportations bioalimentaires internationales du Québec qui s'est poursuivie en 2024

En 2024, les exportations bioalimentaires internationales du Québec ont atteint un autre sommet de 12,6 G\$ avec une croissance plus marquée (+6,3 % ou +750 M\$) que celle de l'année précédente (+3,3 %). Cette progression s'approchait de celle des exportations bioalimentaires de l'Ontario (+7,1 %), mais était plus élevée que la moyenne canadienne (+1,2 %).

Cette performance des exportations bioalimentaires du Québec sur les marchés internationaux a été favorisée par l'augmentation de la valeur des exportations de plusieurs groupes de produits bioalimentaires. Il s'agit principalement des préparations de cacao (+51 % ou +667 M\$), dont la quasi-totalité des exportations est dirigée vers les États-Unis. Grâce à sa forte croissance, ce groupe de produit s'est positionné comme le principal secteur d'exportation du Québec en 2024, devançant celui de la viande porcine. Cependant, les exportations de viande porcine ont affiché une hausse de 16 % (+238 M\$), mettant fin à trois années consécutives de baisse. Cette reprise est due en grande partie à la demande du Japon et d'autres marchés secondaires.

D'autres groupes de produits comme ceux de l'érable (+18 % ou +107 M\$), les viandes de volaille et les œufs (+18 % ou +99 M\$) de même que les poissons et les fruits de mer (+18 % ou +58 M\$) ont aussi contribué remarquablement à la croissance soutenue des exportations internationales de notre industrie bioalimentaire. Toutefois, les oléagineux (-22 % ou -250 M\$), les produits oléagineux (-40 % ou -193 M\$) et les céréales non transformées (-50 % ou -240 M\$), dont les valeurs des exportations avaient considérablement augmenté au cours des dernières années, ont enregistré de fortes baisses en 2024 en raison de la diminution des volumes exportés et des prix.

FIGURE 4.1 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2024 ET VARIATION PAR RAPPORT À 2023 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source : Global Trade Tracker ; compilation du MAPAQ.

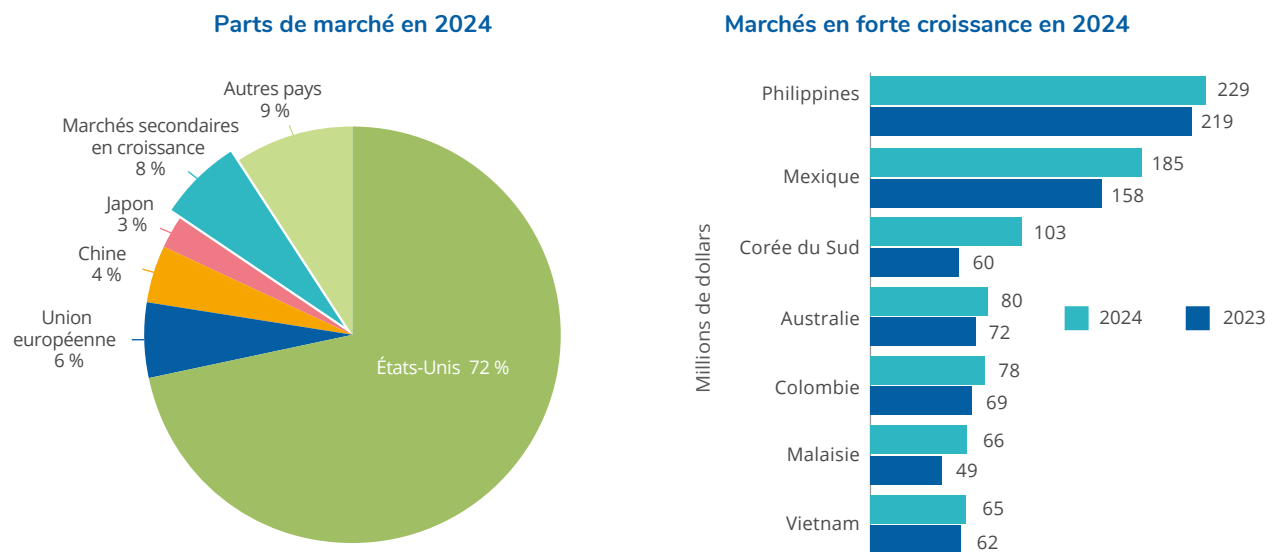
Les États-Unis : principale destination et moteur de la croissance en 2024

En plus d'être toujours la principale destination internationale des produits bioalimentaires du Québec, le marché américain a particulièrement soutenu la croissance des exportations de l'industrie bioalimentaire en 2024. La valeur des produits bioalimentaires du Québec expédiés aux États-Unis a ainsi augmenté de 12 % (+968 M\$). Le Québec y a notamment enregistré une hausse très importante des exportations de préparations de cacao (+52 % ou +609 M\$), ce qui a compensé la baisse de 205 M\$ (-43 %) des exportations de produits oléagineux vers les États-Unis en 2024.

Les produits bioalimentaires du Québec ont également renforcé leur présence sur d'autres marchés, dont celui du Japon (+58 % ou +208 M\$). Une forte demande pour la viande porcine (+184 % ou +263 M\$) a en effet permis aux exportations de l'industrie bioalimentaire du Québec de renouer avec la croissance sur le marché japonais. En revanche, les exportations vers l'Union européenne (-15 % ou -132 M\$) ont baissé en 2024, contrairement aux deux années précédentes. Ce recul s'explique par une diminution de la demande pour les céréales du Québec (-64 % ou -104 M\$). En Chine, la décroissance des exportations de viande porcine et de fèves de soja (-28 % ou -123 M\$) a fait persister la tendance baissière.

À l'instar de l'année précédente, certains partenaires secondaires (des marchés secondaires en croissance tels que ceux des Philippines, du Mexique, de la Corée du Sud, de l'Australie, de la Colombie, de la Malaisie et du Vietnam) ont soutenu la croissance des exportations du secteur bioalimentaire du Québec en 2024. Bien que ces pays n'aient représenté que 6 % de la valeur totale des exportations bioalimentaires du Québec, ils ont enregistré une hausse de 117 M\$ (+17 %) au cours de l'année.

FIGURE 4.2 | PARTS DES DIFFÉRENTES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC ET MARCHÉS AYANT ENREGISTRÉ UNE FORTE CROISSANCE EN 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source : Global Trade Tracker ; compilation du MAPAQ.

Une progression qui se maintient pour les importations internationales bioalimentaires

En 2024, la valeur des importations bioalimentaires internationales du Québec était évaluée à 11,8 G\$, ce qui représentait une augmentation significative de 14,4 % (+1,48 G\$) par rapport à 2023. Cette hausse a été favorisée en partie par la croissance des importations en provenance de l'Union européenne (+11 %, +315 M\$) et des États-Unis (+21 %, +389 M\$). Ces deux partenaires sont restés les plus importants fournisseurs du Québec avec des parts respectives de 27 % et de 19 % de la valeur totale des importations bioalimentaires québécoises en 2024.

En 2024, les principaux produits importés par le Québec étaient :

- les boissons (2,13 G\$, soit 18 % de la valeur totale des importations) ;
- les fruits, les légumes et leurs préparations (2,03 G\$, soit 17 %) ;
- le cacao et ses préparations (1,67 G\$, soit 14 %).
- le sucre brut (0,94 G\$, soit 8 %)
- le café (0,84, soit 7 %)

Sur le marché international, la croissance plus élevée des importations bioalimentaires du Québec comparativement aux exportations bioalimentaires a entraîné une baisse du niveau du solde commercial bioalimentaire excédentaire, qui s'est établi à 849 M\$.

5 LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

FAITS SAILLANTS

- La valeur estimée des livraisons manufacturières de 2024 est comparable à celle observée l'année précédente et, pour la première fois depuis 2017, n'a pas augmenté.
- Cette stabilité est constatée alors que les gains réalisés dans la fabrication d'aliments ont été absorbés par un recul dans la fabrication de boissons et de produits du tabac.
- Les prix en vigueur à la sortie de l'usine, un facteur de croissance des livraisons manufacturières au cours des années précédentes, n'ont pas exercé la même influence en 2024. Au contraire, selon l'indice des prix des produits industriels, ils ont légèrement diminué dans le cas de la fabrication d'aliments.
- Les sous-secteurs de la mouture de céréales et de graines oléagineuses ainsi que de la fabrication d'aliments pour animaux ont connu des baisses importantes de la valeur de leurs livraisons en 2024, contrairement au sous-secteur de la fabrication de sucre et de confiseries, dont la valeur des livraisons s'est fortement accrue.

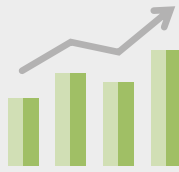




39,7 G\$ (-0,1 %)
Livraisons manufacturières (ventes)



74 775 (+0,2 %)
Emplois



1,1 G\$ (-12,0 %)
Investissements



9,6 G\$ (-1,9 %)
**PIB réel de la transformation
alimentaire**



-0,8 %
Variation des prix des aliments
vendus par les fabricants

+5,8 %
**Croissance des prix des boissons
et des produits du tabac**
vendus par les fabricants

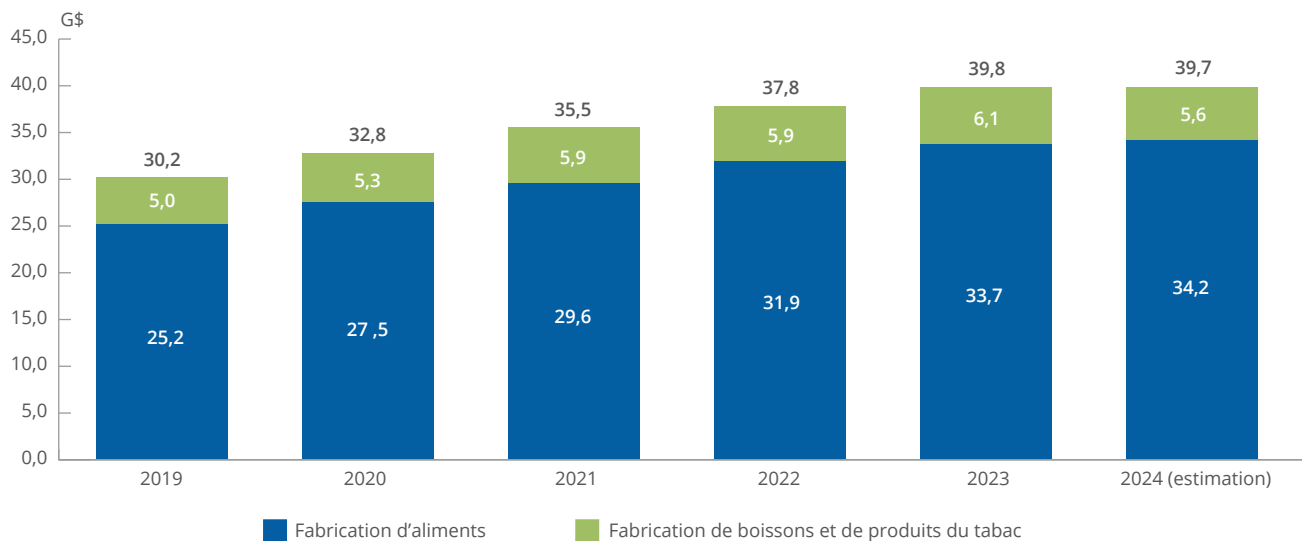


Une stagnation de la valeur des livraisons manufacturières au Québec en 2024

La valeur des livraisons (ventes) manufacturières de la transformation alimentaire au Québec est estimée à 39,7 G\$ en 2024, un résultat relativement stable par rapport à l'année précédente.

Cette stabilité globale des livraisons manufacturières s'explique principalement par une dynamique compensatoire entre deux secteurs. D'une part, les livraisons de la fabrication de boissons et de produits du tabac ont diminué d'environ 8 % en 2024 par rapport à 2023. D'autre part, une croissance d'un peu plus de 1 % de la valeur des ventes de la fabrication d'aliments a permis de contrebalancer ces pertes.

FIGURE 5.1 | VALEUR ESTIMÉE DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Sources : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

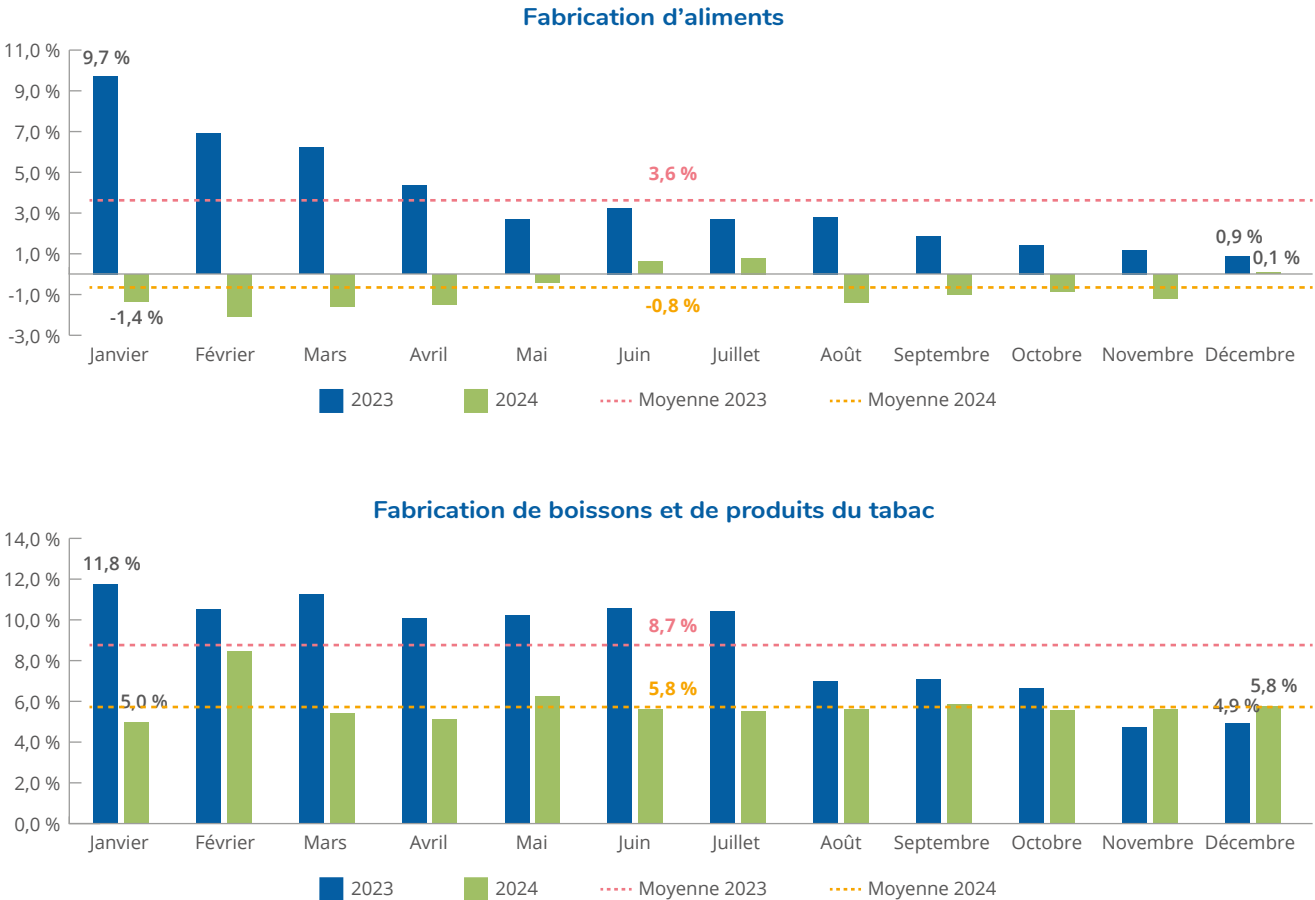
Un ralentissement de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) en 2024¹⁵

En 2024, l'IPPI a montré un ralentissement, voire un recul, des prix des produits industriels dans certains secteurs manufacturiers. Dans la fabrication d'aliments, bien que la valeur des livraisons ait augmenté, une tendance inverse s'est manifestée au regard des prix. Contrairement aux années précédentes, les prix dans ce secteur ont diminué, affichant une baisse de 0,8 % en moyenne en 2024 après avoir connu une augmentation de 3,6 % en moyenne en 2023.

Du côté de la fabrication de boissons et de produits du tabac, les prix en vigueur à la sortie de l'usine ont continué d'augmenter en 2024, une hausse de 5,8 % en moyenne ayant été constatée. Cependant, ce rythme de croissance est plus lent que celui observé en 2023, alors que ces prix s'étaient accrus de 8,7 %.

¹⁵ L'IPPI est disponible uniquement pour le Canada.

FIGURE 5.2 | VARIATION SUR 12 MOIS ET MOYENNE ANNUELLE DE L'IPPI DANS LA FABRICATION D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU CANADA, EN 2023 ET EN 2024



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0267-01; compilation du MAPAQ.

Une performance contrastée des sous-secteurs de la transformation alimentaire au Québec

En 2024, la transformation alimentaire au Québec a connu des dynamiques variées selon les sous-secteurs. La valeur estimée des livraisons manufacturières a diminué dans les sous-secteurs de la mouture de céréales et de graines oléagineuses (-31 %) ainsi que de la fabrication d'aliments pour animaux (-13 %). Ces baisses pourraient en partie s'expliquer par le recul des prix en vigueur à la sortie de l'usine, la réduction de la taille du cheptel porcin au Québec, résultant d'une restructuration de la production, et la diminution des troupeaux bovins à l'échelle nord-américaine.

En revanche, le sous-secteur de la fabrication de sucre et de confiseries a affiché une augmentation de près de 30 % de la valeur de ses livraisons par rapport à 2023. Cette progression s'explique notamment par la hausse des prix en vigueur à la sortie de l'usine, la croissance marquée du prix du cacao, une matière première essentielle pour les fabricants québécois de friandises, ainsi que l'accroissement des volumes produits au Québec. Notons que, dans les dernières années, plusieurs entreprises québécoises ont annoncé des investissements importants dans ce sous-secteur, entre autres pour améliorer leurs capacités de production.

UN PRIX MONDIAL QUI A DIMINUÉ POUR LE SUCRE, MAIS QUI A PLUS QUE DOUBLÉ POUR LE CACAO EN 2024

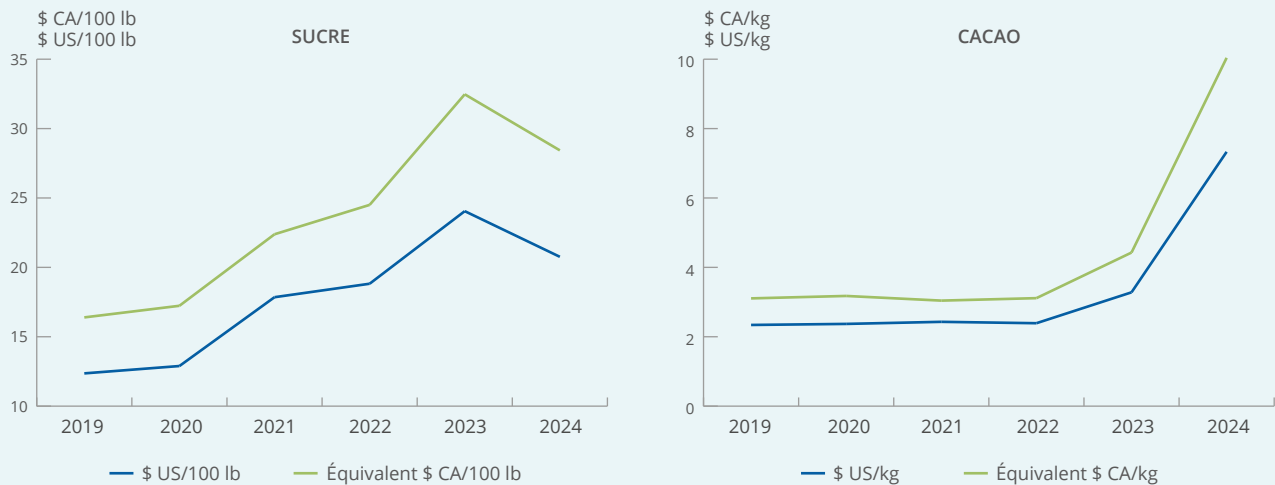
Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec. Il constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation alimentaire en ce qui a trait notamment aux produits du cacao, qui représentent la première catégorie de produits les plus exportés en 2024. À cet égard, le prix mondial du sucre a diminué en 2024, et ce, pour la première fois en six ans. Il s'est établi en moyenne à 20,76 \$ US, ce qui représente une baisse de 14 %. Du point de vue des importateurs québécois, le prix mondial converti en dollars canadiens a fléchi de 13 % comparativement à 2023. Il est demeuré néanmoins élevé en regard des récentes années.

Cette réduction des prix mondiaux a été observée alors que le Brésil, le plus important pays producteur et exportateur de sucre brut, enregistrait une récolte des plus abondantes¹. Elle a été suffisante non seulement pour soutenir une croissance des exportations mondiales, malgré les diminutions observées du côté d'autres importants pays exportateurs², mais aussi pour contribuer à une augmentation des stocks de report mondiaux en 2024.

De son côté, le prix mondial du cacao a littéralement connu une flambée en 2024. Le prix annuel moyen a plus que doublé, passant de 3,28 \$ US/kg en 2023 à 7,33 \$ US/kg en 2024. Pour les importateurs québécois, compte tenu de l'évolution du taux de change, le prix mondial exprimé en dollars canadiens s'est accru de 127 % en 2024.

Cette situation découle essentiellement des mauvaises récoltes enregistrées durant l'année de commercialisation 2023-2024³ en Côte d'Ivoire et au Ghana, deux des principaux pays producteurs et exportateurs de cacao. En règle générale, ces deux pays fournissent plus de la moitié de la production et des exportations mondiales de fèves de cacao. Toutefois, en 2023-2024, le volume combiné de la récolte en Côte d'Ivoire et au Ghana a chuté du quart⁴ en raison de conditions météorologiques défavorables et des ravages causés par une maladie qui s'est attaquée aux cacaoyers.

FIGURE 5.3 | ÉVOLUTION DES PRIX MONDIAUX DU SUCRE ET DU CACAO EN DOLLARS CANADIENS ET EN DOLLARS AMÉRICAINS PAR 100 LIVRES DE SUCRE ET PAR KILOGRAMME DE CACAO, DE 2019 À 2024



Sources : New York Intercontinental Exchange, USDA, Banque mondiale et Banque du Canada; compilation du MAPAQ.

1 Pour l'année de commercialisation se terminant en 2024.

2 Les exportations de la Thaïlande ont diminué en raison d'une moins bonne récolte en 2023-2024, alors que l'Inde a volontairement limité les siennes afin, notamment, de prioriser l'approvisionnement en sucre pour son secteur de production d'éthanol.

3 D'octobre 2023 à septembre 2024.

4 Selon les estimations de février 2025 de l'Organisation internationale du cacao.

Des livraisons manufacturières qui ont également plafonné en 2024 dans les autres provinces

Après s'être accrue au cours des années précédentes, la valeur estimée des livraisons manufacturières à l'échelle canadienne est restée stable en 2024 par rapport à 2023. L'Ontario a même enregistré une baisse de près de 2 %.

La part de la transformation alimentaire du Québec dans l'ensemble du Canada est, quant à elle, demeurée la même en 2024, représentant environ 23 % des livraisons manufacturières canadiennes comme en 2023. La transformation alimentaire de l'Ontario occupe une place plus importante que celle du Québec avec 38 % des livraisons manufacturières du Canada en 2024, bien que cette proportion soit légèrement inférieure à celle de 39 % observée en 2023.

FIGURE 5.4 | PARTS ESTIMÉES DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DU RESTE DU CANADA DANS LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES CANADIENNES, EN 2024



Sources : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

6 LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER

FAITS SAILLANTS

Secteur de la pêche maritime :

- La valeur des débarquements a augmenté de 2,1 % par rapport à 2023, notamment grâce aux crustacés.
- La croissance observée pour les crustacés s'explique essentiellement par une progression du prix du crabe (+46,3 %).
- Les stocks de la crevette nordique ont atteint un creux historique. Le volume des débarquements a chuté de 77,6 % comparativement à 2023.

Secteur de la transformation des poissons et des fruits de mer :

- Les livraisons manufacturières de l'industrie (606,5 M\$) ont augmenté par rapport à 2023.
- Cette hausse des livraisons est principalement due à une croissance de la valeur des exportations internationales (+17,7 %) attribuable à la bonne tenue des prix.



VALEUR DES DÉBARQUEMENTS

361,0 M\$ (+2,1 %)

94 %

Part des crustacés dans
la valeur des débarquements



VALEUR DES LIVRAISONS

MANUFACTURIÈRES

606,5 M\$ (+5,8 %)

666,7 M\$ (+7,6 %)
**Importations
internationales**



387,3 M\$ (+17,7 %)
**Exportations
internationales**

États-Unis (89 %)

Principale destination
des exportations internationales



1 414

**Détenteurs de permis
de pêche maritime
commerciale et
de cueillette de mollusques**



80

**Établissements
de transformation**



3 053

**Emplois dans les
pêches maritimes**
(pêcheurs et aides-pêcheurs)

1 387

**Emplois en
transformation**



Une augmentation de la valeur des débarquements de la pêche maritime en 2024

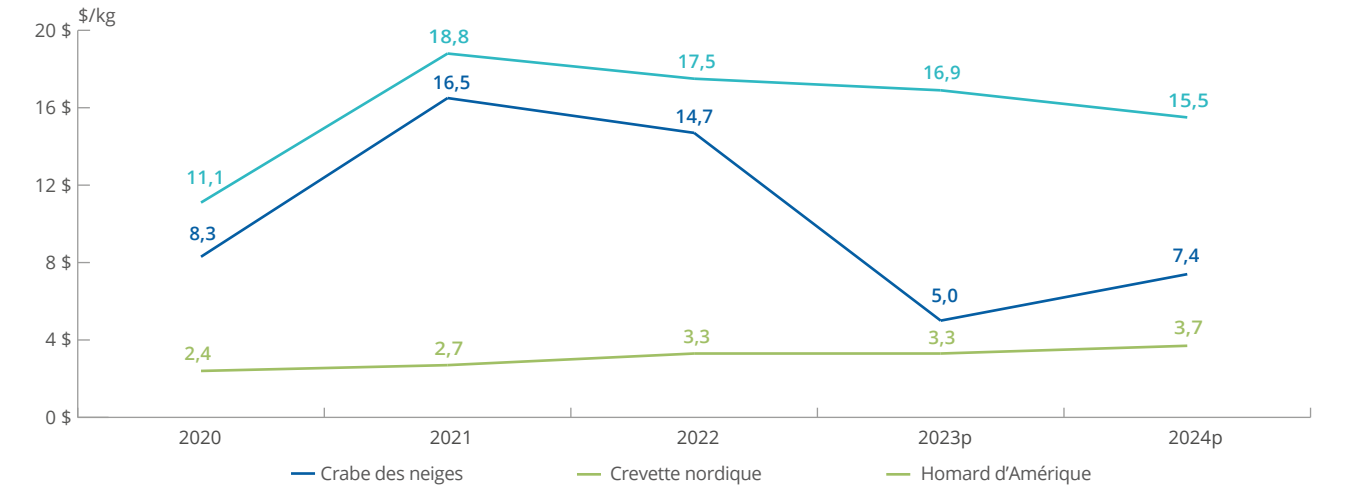
En 2024, la valeur des débarquements des pêches maritimes a atteint 361 M\$, soit une hausse de 2,1 % par rapport à 2023. Cette augmentation provient essentiellement des crustacés, dont la valeur des débarquements a progressé de 2,1 % et qui constituent 94 % de la valeur totale des pêches maritimes en 2024. Plus précisément, c'est la forte hausse du prix du crabe (+46,3 %) qui a entraîné une augmentation de 28,6 % de la valeur des débarquements de cette espèce, expliquant ainsi la progression globale pour les crustacés.

TABEAU 6.1 | VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DE LA PÊCHE MARITIME AU QUÉBEC, DE 2020 À 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

ESPÈCES	2020	2021	2022	2023 ^p	2024 ^p	VARIATION 2024/2023
Total	270,9	448,0	461,6	353,6	361,0	2,1 %
Crustacés	250,1	423,6	438,1	333,1	340,3	2,1 %
Crabe des neiges	104,6	184,8	193,7	76,7	98,6	28,6 %
Crevette nordique	25,4	24,6	25,8	14,7	3,7	-74,8 %
Homard d'Amérique	114,5	207,2	210,7	233,8	230,5	-1,4 %
Autres mollusques et crustacés	5,5	7,0	7,8	8,0	7,5	-6,6 %
Autres espèces	20,8	24,4	23,5	20,5	20,8	1,4 %

p : Données préliminaires.
En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties peut différer du total.
Les autres espèces comprennent, entre autres, les poissons de fond et les poissons pélagiques.
Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ

FIGURE 6.1 | PRIX AU DÉBARQUEMENT (\$/KG) DES CRUSTACÉS, DE 2020 À 2024



p : Données préliminaires.
Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ

La valeur des débarquements de homard a diminué de 1,4 % en raison d'une baisse de 7,5 % de son prix. Quant à la crevette, la valeur de ses débarquements a chuté de 74,8 % à cause d'une réduction de 77,6 % du volume disponible de crevette nordique.

TABEAU 6.2 | VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DE LA PÊCHE MARITIME AU QUÉBEC, DE 2020 À 2024 (EN MILLIERS DE TONNES)

ESPÈCES	2020	2021	2022	2023 ^p	2024 ^p	VARIATION 2024/2023
Total	45,9	43,0	44,2	41,4	38,8	-6,4 %
Crustacés	36,3	34,5	35,9	36,3	31,7	-12,7 %
Crabe des neiges	12,6	11,2	13,2	15,2	13,4	-12,1 %
Crevette nordique	10,6	9,3	7,8	4,4	1,0	-77,6 %
Homard d'Amérique	10,3	11,0	12,0	13,9	14,8	6,5 %
Autres mollusques et crustacés	2,8	3,0	2,9	2,8	2,6	-8,8 %
Autres espèces	9,5	8,5	8,3	5,1	7,1	38,7 %

p : Données préliminaires.
 En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties peut différer du total.
 Les autres espèces comprennent, entre autres, les poissons de fond et les poissons pélagiques.
 Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ

Plusieurs facteurs expliquent la baisse drastique du volume de la crevette nordique, qui a atteint un niveau historiquement bas. Parmi eux, une diminution du taux d'oxygène et le réchauffement des eaux du fleuve Saint-Laurent. De plus, la surpopulation de sébaste, principal prédateur de la crevette, menace la survie de cette espèce. Il est important de souligner que la population de sébaste a connu une forte croissance et que, par conséquent, la pêche à cette espèce a été rouverte après un moratoire de 30 ans.

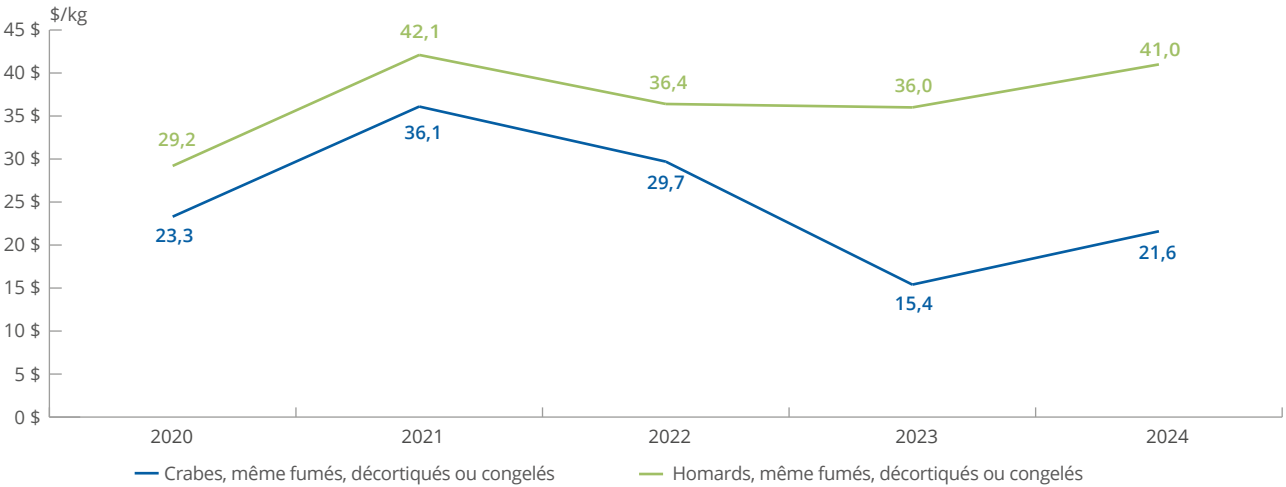
La dynamisation de l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer en raison de l'essor des exportations internationales

Au Québec, l'activité de la pêche maritime est fortement tributaire du secteur de la transformation des poissons et des fruits de mer, qui utilise 90 % des produits de la pêche. En 2024, ce secteur a connu une croissance des livraisons qui ont atteint 606,5 M\$, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à 2023.

Cette progression est principalement due à la vigueur des exportations internationales (387,3 M\$), qui représentent plus de 60 % des livraisons totales. Le marché canadien, pour sa part, a généré des livraisons de 219,2 M\$. Ainsi, l'augmentation de 17,7 % des exportations internationales est un moteur essentiel de la croissance de ce secteur.

Les États-Unis sont la principale destination de ces exportations puisqu'ils absorbent 89,0 % de leur valeur. Plus précisément, 46,0 % des exportations sont concentrées dans l'État du Massachusetts. Les produits les plus exportés sont le homard (38,6 %) et le crabe (43,7 %), principalement sous forme de produits fumés, décortiqués ou congelés.

FIGURE 6.2 | PRIX DES DEUX PRINCIPAUX PRODUITS MARINS (\$/KG) EXPORTÉS À L'INTERNATIONAL, DE 2020 À 2024



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

7 L'AGRICULTURE

FAITS SAILLANTS

- Les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont totalisé 12,3 G\$ en 2024, soit 3,8 % de plus qu'en 2023.
- Cette augmentation découle notamment du volume sans précédent récolté dans les érablières ainsi que d'une hausse des prix payés aux producteurs dans plusieurs secteurs de production animale.
- Ces facteurs ont plus que compensé l'effet sur les ventes agricoles totales de la baisse des prix des grains et des oléagineux.
- Les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles québécoises auraient affiché une hausse de l'ordre de 1 % en 2024.
- Les prix de certains intrants tels que l'alimentation animale et les engrais ont diminué en 2024, mais les dépenses en intérêts sur la dette ont poursuivi leur hausse.

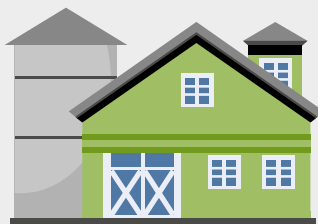


**RECETTES MONÉTAIRES
PROVENANT DU MARCHÉ**

12,3 G\$ (+3,8 %)

60 %

Part des productions animales dans les recettes monétaires provenant du marché



**RECETTES MONÉTAIRES
AGRICOLLES TOTALES**

13,0 G\$ (-0,6 %)



5 % Part du Québec dans les terres cultivables au Canada

13 % Part du Québec dans les recettes monétaires canadiennes provenant du marché



2,8 G\$ (-8,6 %)

Exportations

internationales de produits agricoles primaires

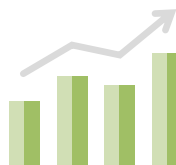
4,2 G\$ (+7,4 %)

**PIB réel
de l'agriculture**



28 200

Exploitations agricoles



1,7 G\$ (-3,0 %)

Investissements de l'agriculture



51 600 (-2,6 %)

Emplois agricoles



Une hausse des recettes monétaires agricoles dans les productions animales et végétales

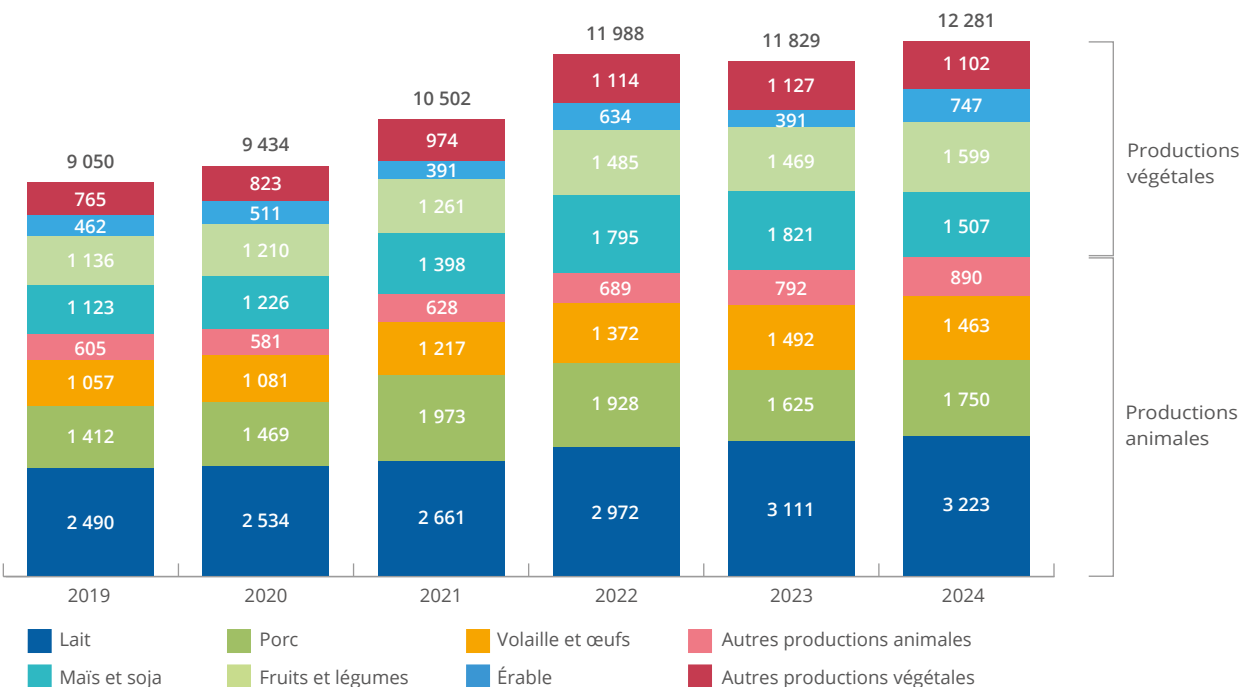
Au Québec, les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont totalisé 12,3 G\$ en 2024. Il s'agit d'une hausse de 3,8 % par rapport à 2023. Cette augmentation est attribuable notamment à un relèvement des ventes dans certaines cultures qui avaient été affectées par des conditions météorologiques défavorables en 2023 ainsi qu'à une conjoncture favorable à de meilleurs prix payés aux producteurs dans plusieurs productions animales.

Les recettes monétaires agricoles ont affiché une hausse de 306 M\$ dans les productions animales pour s'élever à 7,3 G\$. L'augmentation des prix payés aux producteurs de porc en est un important facteur. Elle résulte de la fin de rabais temporaires et de prélèvements momentanément en vigueur dans le cadre de la restructuration de la filière porcine au Québec. S'y sont ajoutées la croissance des prix payés aux producteurs de bovins et de veaux de même que l'augmentation des volumes commercialisés en production laitière.

Les recettes monétaires pour les productions végétales ont, de leur côté, augmenté de 147 M\$ en 2024 par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à 5,0 G\$. De façon générale, les cultures ont bénéficié de meilleures conditions météorologiques en 2024 comparativement aux conditions défavorables observées en 2023. En particulier, les érablières ont enregistré des rendements à l'entaille exceptionnels qui ont mené à un volume de récolte sans précédent en 2024. Notons aussi que la météo a été plus favorable en 2024 qu'en 2023 pour les volumes récoltés de plusieurs légumes de champ et de canneberges.

La valeur des ventes de grains et d'oléagineux a, pour sa part, diminué en 2024 en raison de la réduction des prix payés aux producteurs. Plus spécifiquement dans le cas du maïs, la valeur des ventes a baissé du quart.

FIGURE 7.1 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



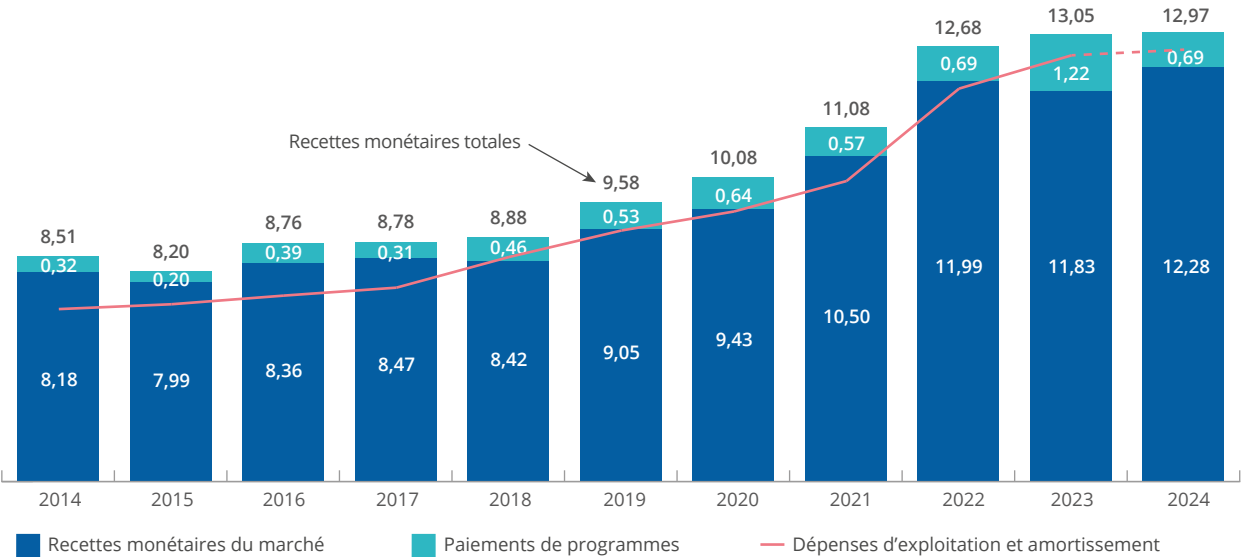
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Les revenus totaux et les dépenses

Avec les paiements de programmes gouvernementaux de 689 M\$, les recettes monétaires agricoles totales se chiffrent à 13,0 G\$ au Québec pour 2024. Cette somme représente 81 M\$ de moins qu'en 2023.

Les estimations disponibles indiquent que les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont, de leur côté, connu une légère hausse de 1 % en 2024. Cette augmentation s'est observée même si, dans l'ensemble, le coût des intrants agricoles est resté sensiblement le même en 2024¹⁶. En particulier, les prix d'intrants agricoles tels que l'alimentation animale et les engrais ont affiché un recul en 2024. La légère hausse des dépenses d'exploitation s'explique plutôt par la progression des frais d'intérêts sur la dette agricole, sous l'impulsion du relèvement des taux observé en 2022 et en 2023.

FIGURE 7.2 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2014 À 2024 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Statistique Canada, estimation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation du MAPAQ.

¹⁶ Les données de l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture au Québec de Statistique Canada indiquent une faible hausse de 0,4 % comparativement à l'année 2023.

ANNEXES

ANNEXE 1 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE EN 2023 ET 2024

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL AUX PRIX DE BASE (M\$)*	2023	2024	VARIATION 2024/2023
Agriculture et pêches	4 133	4 406	6,6 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	9 756	9 572	-1,9 %
Commerce de gros (agriculture, alimentation, boissons et tabac)	3 424	3 367	-1,7 %
Détaillants d'alimentation	4 189	4 207	0,4 %
Services de restauration et débits de boissons	5 814	5 874	1,0 %
Autres détaillants, services alimentaires et circuits	2 015	2 323	15,3 %
Total, bioalimentaire**	29 331	29 750	1,4 %
Ensemble de l'économie***	437 231	442 866	1,3 %

EMPLOIS (N)	2023	2024	VARIATION 2024/2023
Agriculture et pêches	56 618	55 250	-2,4 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	74 649	74 775	0,2 %
Commerce de gros (agriculture, alimentation, boissons et tabac)	33 161	32 871	-0,9 %
Détaillants d'alimentation	130 918	130 554	-0,3 %
Services de restauration et débits de boissons	235 239	234 094	-0,5 %
Total, bioalimentaire	530 585	527 544	-0,6 %
Ensemble de l'économie	4 522 800	4 566 000	1,0 %

INVESTISSEMENTS (M\$) ^{1, 2}	2023 ^p	2024 ^p	VARIATION 2024 ^p /2023 ^p
Agriculture et pêches ³	1 744	1 679	-3,7 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac ³	1 220	1 074	-12,0 %
Commerce de gros (agriculture, al imentation, boissons et tabac) ⁴	524	312	-40,5 %
Détaillants d'alimentation ⁴	263	252	-4,2 %
Services de restauration et débits de boissons ⁴	270	250	-7,4 %
Total bioalimentaire^{3,4}	4 021	3 567	-11,3 %
Ensemble de l'économie ⁵	81 270	87 504	7,7 %

* PIB réel par industrie aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017).
 ** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.
 *** Selon le PIB réel par industrie de Statistique Canada (mai 2025). Pour l'ensemble de l'économie, la croissance du PIB réel selon les dépenses est de 1,4 % en 2024 (Institut de la statistique du Québec, mars 2025). Au besoin, consulter la section sur la conjoncture économique.
 Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

Investissements :
 p : Données provisoires.
 1. Les données comprennent les dépenses réalisées pour la construction de bâtiments non résidentiels, des travaux de génie, de la machinerie et du matériel ainsi que des produits de propriété intellectuelle.
 2. Les données de 2023 et de 2024 sont provisoires et pourraient faire l'objet d'une révision. Elles sont à utiliser avec une certaine prudence.
 3. Pour l'agriculture et les pêches ainsi que pour la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac, les données de 2023 proviennent des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* de Statistique Canada. Pour 2024, elles constituent des estimations du MAPAQ et de l'ISQ, réalisées à partir des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* ainsi que de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada.
 4. Pour le secteur tertiaire bioalimentaire et ses sous-secteurs, les données ont été estimées par le MAPAQ et l'ISQ à partir des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* et de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Elles sont à utiliser avec prudence. Les investissements du secteur tertiaire ne comprennent pas les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).
 5. Estimation du MAPAQ pour 2024.
 Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel*, selon l'industrie et le type d'actif et *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*; estimation de l'ISQ; compilation et estimation du MAPAQ.

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (M\$)	2023	2024	VARIATION 2024/2023
Recettes monétaires agricoles tirées du marché	11 829	12 281	3,8 %
Livraisons manufacturières des aliments	33 735	34 152	1,2 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	6 065	5 595	-7,8 %
Demande alimentaire intérieure (G\$)	65,6	68,9	5,2 %
Ventes alimentaires au détail et circuits courts (G\$)	43,5	46,0	5,7 %
Ventes des services alimentaires (HRI) (G\$)	22,1	23,0	4,1 %
Exportations internationales de produits alimentaires	11 870	12 620	6,3 %
Importations internationales de produits alimentaires	10 288	11 771	14,4 %
CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%)	2023	2024	S.O.
Aliments	8,3	2,0	s. o.
Aliments achetés à l'épicerie	8,3	1,5	s. o.
Aliments achetés au restaurant	8,2	3,1	s. o.
Boissons alcoolisées	5,2	3,1	s. o.
Essence	-6,7	-2,3	s. o.
Ensemble des biens et des services (inflation)	4,5	2,3	s. o.
AUTRES	2023	2024	VARIATION 2024/2023
Population totale (k)	8 848	9 056	2,4 %
Population active (k)	4 734	4 823	1,9 %
Taux de chômage (%)	4,5	5,3	↗
Taux d'emploi (%)	62,4	61,4	↘
Taux de change (\$ US/\$ CA)	0,74	0,73	↘
Taux officiel d'escompte (%)	5,0	4,7	↘

**ANNEXE 2 | VALEUR ESTIMÉE DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA FABRICATION
D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, EN 2023 ET 2024
(EN MILLIONS DE DOLLARS)**

CODE SCIAN	SECTEUR	2023	2024	VARIATION 2024/2023
	Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	39 800 624	39 747 524	-0,1 %
311	Fabrication d'aliments	33 735 251	34 152 423	1,2 %
3111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 818 350	2 449 234	-13,1 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	2 001 230	1 373 116	-31,4 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 858 847	2 383 535	28,2 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	2 711 100	2 843 881	4,9 %
3115	Fabrication de produits laitiers	6 881 658	7 275 494	5,7 %
3116	Fabrication de produits de viande	8 433 131	8 761 804	3,9 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	573 079	606 491	5,8 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	3 009 724	3 155 870	4,9 %
3119	Fabrication d'autres aliments	5 448 131	5 302 997	-2,7 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	6 065 373	5 595 101	-7,8 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

ANNEXE 3 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2023 ET EN 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	2023	2024	VARIATION 2024/2023	PARTS EN 2024
TOTAL, BIOALIMENTAIRE	11 870	12 620	6,3 %	100,0 %
Cacao et préparations	1 308	1 975	51,0 %	15,6 %
Viande porcine	1 594	1 832	15,0 %	14,5 %
Fruits, légumes et préparations	1 204	1 256	4,3 %	9,9 %
Préparations alimentaires diverses	955	1 033	8,2 %	8,2 %
Miel, érable et sucre	854	960	12,4 %	7,6 %
Produits céréaliers	871	904	3,8 %	7,2 %
Oléagineux	1 149	898	-21,8 %	7,1 %
Viande de volaille et oeufs	551	650	18,0 %	5,1 %
Boissons	620	610	-1,5 %	4,8 %
Poissons et fruits de mer	329	387	17,7 %	3,1 %
Produits oléagineux	486	293	-39,6 %	2,3 %
Aliments pour animaux	238	278	16,5 %	2,2 %
Céréales non transformées	480	240	-50,1 %	1,9 %
Produits divers	238	233	-2,1 %	1,8 %
Viande bovine	191	213	11,8 %	1,7 %
Animaux vivants	98	170	72,7 %	1,3 %
Produits du café et du thé	205	166	-19,2 %	1,3 %
Pomme de terre	127	153	20,5 %	1,2 %
Produits laitiers	146	123	-15,3 %	1,0 %
Autres groupes bioalimentaires	228	245	7,5 %	1,9 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

ANNEXE 4 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2023 ET EN 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	2023	2024	VARIATION 2024/2023	PARTS EN 2024
TOTAL, BIOALIMENTAIRE	10 288	11 771	14,4 %	100,0 %
Boissons	2 051	2 126	3,6 %	18,1 %
Fruits, légumes et préparations	1 855	2 031	9,5 %	17,3 %
Cacao et préparations	972	1 674	72,2 %	14,2 %
Miel, érable et sucre	1 024	942	-7,9 %	8,0 %
Café, thé et produits	695	878	26,4 %	7,5 %
Produits oléagineux	640	741	15,8 %	6,3 %
Poissons et fruits de mer	620	667	7,6 %	5,7 %
Produits céréaliers	480	567	18,1 %	4,8 %
Produits laitiers	378	400	6,0 %	3,4 %
Produits divers	312	356	14,1 %	3,0 %
Préparations alimentaires diverses	278	311	12,0 %	2,6 %
Viande bovine	145	276	90,0 %	2,3 %
Animaux vivants	151	115	-23,8 %	1,0 %
Oléagineux	153	113	-26,0 %	1,0 %
Aliments pour animaux	124	113	-8,7 %	1,0 %
Viande porcine	83	98	18,6 %	0,8 %
Viande de volaille et oeufs	66	89	33,4 %	0,8 %
Céréales non transformées	78	72	-7,4 %	0,6 %
Pomme de terre	16	20	27,8 %	0,2 %
Autres produits bioalimentaires	170	182	7,0 %	1,5 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat aux politiques bioalimentaires, aux ressources financières et aux investissements
Direction des études et des perspectives économiques

Coordination

Félicien Hitayezu, directeur
Stéphanie Keable
Julius Olatounde
Marie-Hélène Zarnovican

Recherche et rédaction

Yvon Boudreau
Alexis Labrosse
Éric Massicotte
Julius Olatounde
Josée Robitaille
Ricardo Vargas
Marie-Hélène Zarnovican

Collaboration

Sous-ministériat aux pêches, à l'aquaculture, au commerce,
à la transformation et aux relations intergouvernementales

Révision linguistique

Isabelle Tremblay, Des mots et des lettres

Conception graphique

Direction des communications

Photographies

Éric Labonté, Direction des communications
iStockphoto.com

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2025
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-555-01402-2 (PDF)

